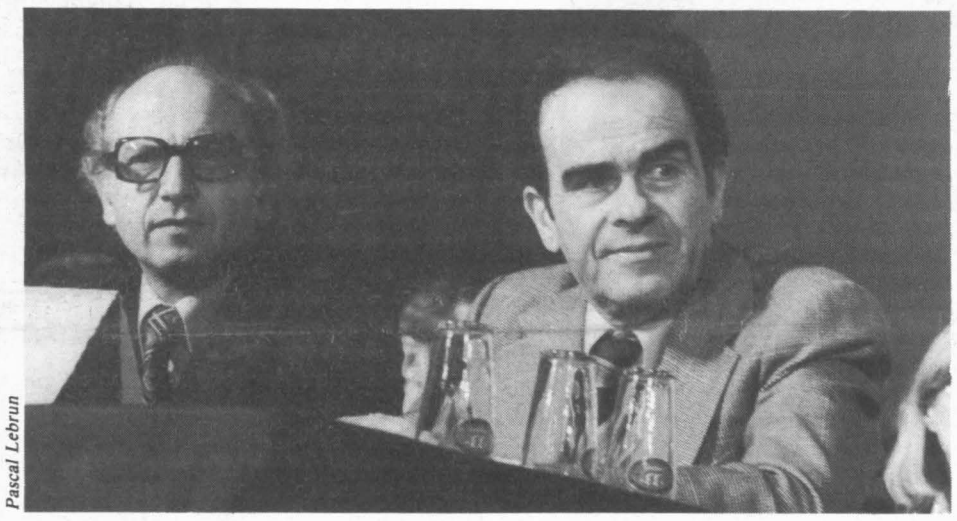
l'unité

M 2805 - N° 361 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 7-13 décembre 1979



Pascal Lebrun

P.c.: l'opération "blanc bonnet et bonnet blanc" est lancée

S.p.d.: tous contre Strauss

Les amants de la ville

Iran-Etats-Unis: à qui profite la politique du pire?

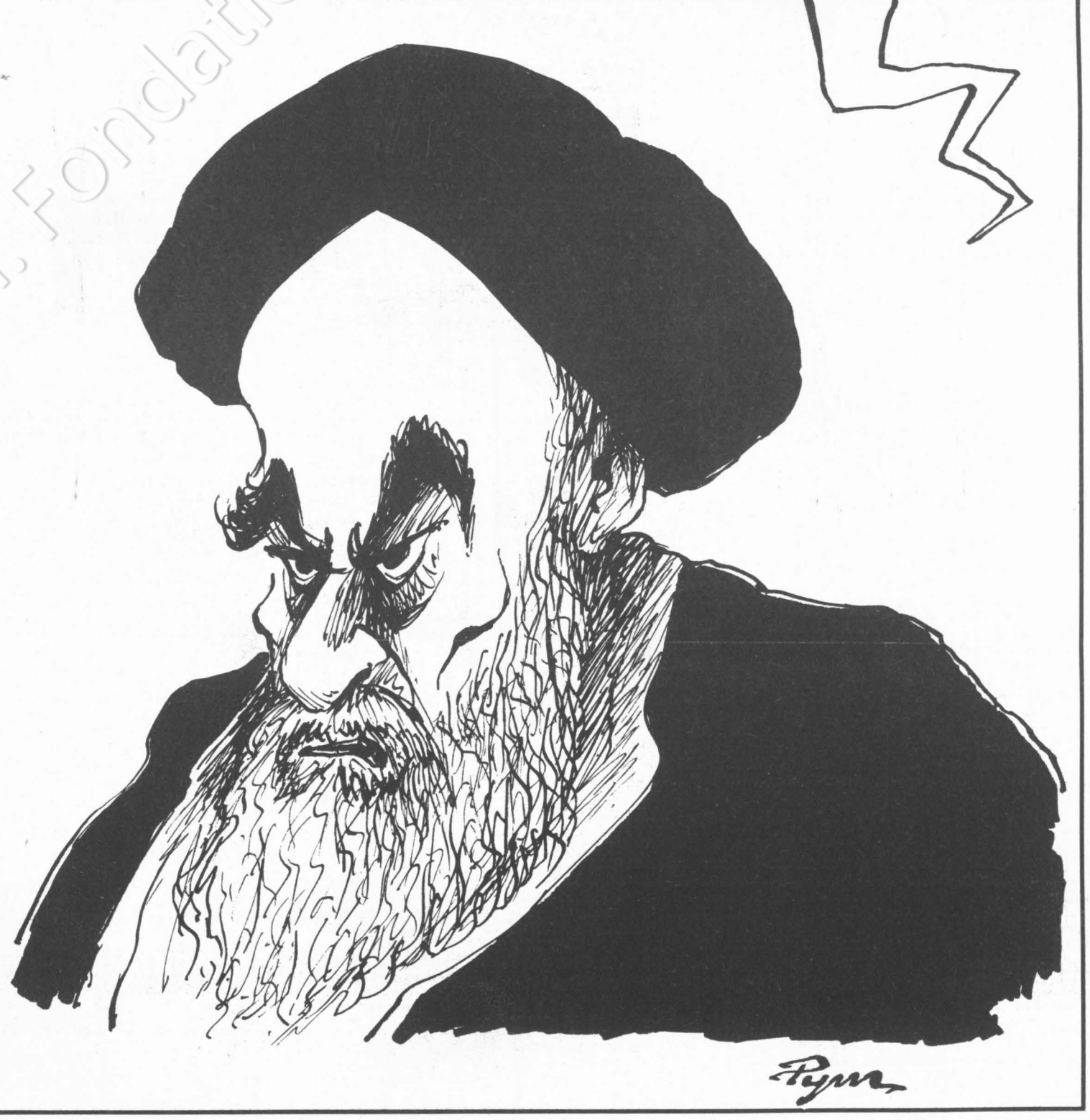
PAR JEAN-LOUP REVERIER

DEPUIS l'entrée des étudiants islamiques dans l'ambassade américaine de Téhéran début novembre, l'enchaînement des faits confirme que les préoccupations de politique intérieure sont étroitement associées à cette affaire. Dans quel contexte les étudiants ont-ils pris leur initiative ? Un mois avant le référendum constitutionnel, leur action est survenue alors que la Révolution islamique s'enlisait sans parvenir à résoudre les nombreux problèmes qui se posaient à elle, notamment celui des minorités.

A court d'imagination et sans autorité, le gouvernement modéré de Mehdi Bazargan était de plus en plus mal supporté, notamment par certains membres du Conseil de la Révolution. Selon ces derniers, il fallait d'urgence donner un second souffle au processus révolutionnaire. Pour ce faire, ils souhaitaient assumer plus directement, sans paravent, les responsabilités du pouvoir. Passées ces convergences qui ont entraîné la démission de Bazargan, les contradictions, divergences et autres ambitions personnelles se sont donné libre cours.

Abol-Hassan Banisadr ne porte pas Sadegh Ghotbzadeh dans son cœur. Lequel le lui rend bien. A partir du 6 novembre, une fois Banisadr délégué (entre autres responsabilités) à la tête des Affaires étrangères, Ghotbzadeh a tout mis en œuvre pour le faire échouer. Patron de la radio et de la télévision depuis près d'un an, cet homme de 45 ans, toujours vêtu à l'occidentale et dont le visage carré et dur tranche avec l'aspect et les manières persannes de Banisadr, s'est fait de nombreux ennemis. Souvent taxé d'opportunisme, objet de mille ragots sur sa conduite pendant la vingtaine d'années qu'il a passées en exil du temps du chah, Ghotbzadeh détient son pouvoir de Khomeiny et il le sait. Il en est, tout

(Suite en page 2)



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

SUITE DE LA PAGE 1

comme Banisadr, l'un des plus proches conseillers. Il n'a pas craint d'user de ses responsabilités à la tête de la radio-télévision pour chercher à améliorer son image de marque.

N'en a-t-il pas trop fait, que ce soit pour lui-même ou contre ses « amis » ? Certains le murmurent. On lui reproche surtout la censure qui règne à la télévision iranienne, les programmes où les discours des mollahs se succèdent à l'infini et les films et variétés réduits à la peau de chagrin. Avec Ghotbzadeh les étranges lucarnes iraniennes agissent souvent comme un lassant soporifique.

Maître de cet instrument, Ghotbzadeh a su déchaîner les passions après la prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis. Jouant du ressentiment envers l'impérialisme américain, il a marié la surenchère au point de persuader les Iraniens puis, le 28 novembre, le Conseil de la Révolution et Khomeiny lui-même que le Conseil de sécurité de l'Onu allait condamner l'Iran sans appel.

Banisadr s'apprêtait à partir le 1er décembre pour New York. Par-delà l'inévitable condamnation de la prise d'otages, il pensait y obtenir un accord de principe pour un procès international du chah. Il comptait saisir cette occasion pour exposer à l'opinion américaine et internationale l'étendue des crimes et exactions du chah. Fort des documents réunis par ses collaborateurs, il espérait provoquer un nouveau Watergate en révélant à ce propos de quelles complicités le chah avait bénéficié aux Etats-Unis depuis vingt-cinq ans. D'aucuns croient savoir que Henry Kissinger s'en serait difficilement remis.

Banisadr avait compris que son pays ne peut résoudre ses difficultés actuelles sans une ouverture internationale rendue impossible par le problème des otages. Diplomatiquement et économiquement isolé, l'Iran doit rapidement sortir de l'impasse dans laquelle il s'est placé. Il en va de la survie de sa révolution.

Malheureusement pour Banisadr, les élections législatives et surtout présidentielles n'ont pas encore eu lieu. Parmi les futurs candidats, on cite souvent son nom et ceux de Mehdi Bazargan et Seyyed Mohammad Behechti (secrétaire général du Conseil de la Révolution). Force est de constater que l'échec — peut-être provisoire — de Banisadr, contraint de démissionner des Affaires étrangères en parvenant malgré tout à refiler le bébé à Ghotbzadeh, tient largement à des querelles politiciennes intestines.

« Notre président de la République »

C'est d'ailleurs ce que Banisadr est allé lui-même expliquer lundi dernier, avec courage et franchise, aux étudiants islamiques dans l'ambassade. Dénonçant la radio et la télévision de Ghotbzabeh qui ne « cessent de mentir à notre peuple en lui faisant croire que nous sommes seuls au monde », il leur a exposé pourquoi il ne fallait pas juger les otages. Puis il leur a dit qu'en violant l'immunité diplomatique « vous avez affaibli la justesse de notre cause, vous avez contribué à étouffer notre voix aux Etats-Unis et sur l'ensemble de la planète ». Impressionnés par son argumentation, les étudiants islamiques l'ont vivement applaudi. Banisadr a ensuite harangué les milliers de manifestants massés devant l'ambassade qui l'ont ovationné en scandant : « Banisadr est notre président de la République. »

De leur côté, les Etats-Unis connaissent aussi une période pré-électorale fertile en manœuvres et déclarations non dénuées d'arrière-pensées. Ainsi Edward Kennedy, le sénateur démocrate candidat à la candidature contre le président Carter, a-t-il affirmé dimanche dernier : « Le régime du chah était l'un des plus brutaux de l'histoire de l'humanité. » Considérant que « les intérêts des Etats-Unis étaient liés au peuple iranien », il a ajouté : « C'est aller à la banqueroute que de lier les richesses américaines... à un homme plutôt qu'à une nation. Et c'était précisément notre politique avant le renversement du chah... Je ne pense pas que ce soit une bonne politique que de continuer à nous associer à des régimes de dictateurs que ce soit l'ex-président Somoza, le chah ou tout autre. » Autant pour Carter !

Tandis que se multiplient ces règlements de compte pré-électoraux, en Iran et aux



Sygma

Banisadr et Ghotbzadeh.

Etats-Unis, les otages américains doivent avoir le sentiment de jouer d'une double malchance.

La mobilisation anti-impérialiste en Iran n'a pas eu pour seul objectif le renversement du gouvernement Bazargan puis la mise sur la touche de Banisadr. Elle visait aussi à mobiliser le peuple. L'échec politique et militaire au Kurdistan ; l'agitation des sunnites du Khouzestan (zone pétrolifère) et celle des Baloutches ; les critiques de l'extrême gauche devant la timidité et la lenteur des réformes ; la condamnation par les partis laïques modérés des atteintes à la démocratie et de l'omniprésence des religieux ; le désenchantement des cadres, hauts fonctionnaires, professions libérales et universitaires ; l'amertume des commerçants du Bazar ; le silence pesant de l'armée ; les réserves assorties de critiques de l'ayatollah Charriat Madari (présenté comme le numéro deux dans la hiérarchie chiite mais premier leader des douze millions d'Iraniens turcophones d'Azerbaïdjan) ; la léthargie de l'économie et le mécontentement des chômeurs : tous ces facteurs de division ont paru s'effacer comme par enchantement au cours du mois écoulé. Comme il l'avait déjà réussi voici un an pour exiger le départ du chah, Khomeiny a paru rassembler à nouveau tout l'Iran derrière lui pour exiger son retour... la corde au cou. Conciliant avec les Kurdes, les communistes du Toudeh et tous les autres, il semblait n'avoir plus d'autres adversaires que le chah et son hôte Carter.

L'opération parut habile. Son succès fut incontestable. Du moins jusqu'au référendum sur la Constitution. A l'occasion du scrutin, des incidents violents dans plusieurs villes, des urnes brûlées et une abstention supérieure à 50 % sur l'ensemble du pays — elle a atteint 70 % à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan et près de 100 % au Kurdistan et au Baloutchistan — ont montré les étroites limites de la paix intérieure dont bénéficie le nouveau « régime ». La future Assemblée nationale, dont l'élection intervient en principe dans deux mois, pourrait réviser la loi fondamentale, notamment pour y faire une plus large place aux revendications autonomistes des minorités et peut-être même promouvoir le sunnisme au rang de religion officielle, comme le chiisme. Quoi qu'il en soit, l'échec de cette consultation — qui pourrait être réorganisée dans certaines régions —, est à inscrire au passif du clergé intégriste. N'est-ce pas lui qui a refusé de prendre en compte les critiques et propositions de l'ensemble des partis laïques, de religieux comme Charriat Madari et de membres de l'Assemblée constituante comme Banisadr ?

Hostile au maintien d'un pouvoir trop centralisé et préférant la démocratie à la dictature des ayatollahs en germe dans la Constitution qui lui a été soumise, l'Iran reste moins religieux qu'il n'y paraît. En tout cas, il n'adhère pas, comme on le prétend souvent, aux thèses des fanatiques islamiques.

Plaisanteries anti-cléricales

Même si les mosquées, au cœur de la bataille contre le chah, jouent depuis le rôle de forum politique privilégié, dans leur majorité les Iraniens ne souhaitent pas plus la mollarchie qu'ils ne voudraient d'un retour à l'ancien régime. Les plaisanteries qui courent sur le clergé feraient d'ailleurs les délices d'un franc-maçon radical de la troisième République. Elles ne datent pas d'aujourd'hui et indiquent bien qu'entre laïcs et religieux un lourd contentieux subsiste.

Faute de partis politiques représentatifs et bien implantés à travers le pays (à l'exception, sous certaines limites, du Parti communiste Toudeh), les mollahs, qui ont pris le pouvoir jusque dans les villages et les comités de quartier, n'entendent pas le relâcher de sitôt. Ils ont su encadrer les paysans victimes de la réforme agraire de 1963 qui, d'autorité, ont récupéré les terres des grands propriétaires fonciers. Ils quadrillent aussi les bazars, les administrations et sont, comme on l'a vu, présents jusque dans les prisons.

Une des grandes forces de Khomeiny aura été de prendre la mesure du problème des « mostazafins », les deshérités. Chassés vers les villes par la réforme agraire, entassés par centaines de milliers dans des bidonvilles puants et insalubres, ils ont découvert l'espoir qu'incarne pour eux l'imam de Qom. Les aides de toutes sortes et la considération dont ils bénéficient pour la première fois, la perspective d'être logés un jour, ou mieux, de pouvoir retourner vivre dans leurs villages en font les principaux supporters du nouveau régime. Ils sont prêts à mourir pour lui. Ils l'ont prouvé en défilant massivement devant l'ambassade américaine de Téhéran.

L'occupation de celle-ci a, bien entendu, de sérieuses et complexes implications internationales. Symbole actif du rejet de l'impérialisme politique, économique et culturel occidental, cette action a indirectement provoqué des soubresauts dans tout le monde musulman. Si l'engagement armé d'une tribu saoudienne dans les lieux saints de La Mecque ne doit rien à un mot d'ordre de Khomeiny, elle révèle le ras-le-bol des populations musulmanes face à la trop grande soumission de leurs dirigeants aux intérêts occidentaux. Les attaques des ambassades américaines d'Islamabad et de Tripoli confirment que les Etats-Unis viennent en tête du hit parade de ces pays occidentaux honnis.

Comment vont réagir ceux qui se sentent ainsi visés ? Peut-on évoquer l'hypothèse d'une troisième guerre mondiale sans sombrer dans le catastrophisme ou même le ridicule ?

Car comment ne pas voir que la partie de bras de fer qui se joue entre Téhéran et Washington est double. D'une part, les « otages » sont l'enjeu d'une double lutte intérieure. Dans chacun de ces pays, les faucons et les colombes ont à leur égard des visions différentes. Mais même les faucons n'ont pas intérêt pour assurer leur pouvoir, leur élection ou leur réélection, à voir ce problème dépasser certaines limites. La stratégie de la tension ne peut être sérieusement jouée que sur un terrain bien balisé.

Reste le problème fondamental, la lutte contre le dollar, symbole même de l'impérialisme. Dernière péripétie : mercredi, la Grande-Bretagne gelait à son tour — et à la demande des Etats-Unis — les avoirs iraniens. Mais il s'agit là d'un très long combat dont on mesure à peine les prémices. Et il serait dangereux dans nos analyses de les mêler. ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Giscard et la presse : sous-développée, disent-ils...

L'affaire des diamants de Bokassa, rebondissant à la Une du "Canard enchaîné," va-t-elle susciter le réveil d'une information francaise que la presse étrangère n'hésite pas à qualifier de sous-développée

PAR CHRISTINE COTTIN

"EN Allemagne, les réponses de Giscard sur les diamants, sur Bokassa ou sur la mort de Boulin n'auraient jamais suffi. » Helmut Sorge n'est pas un gauchiste. Respectable correspondant à Paris depuis deux ans du non moins respectable hebdomadaire allemand « Der Spiegel », Sorge, après l'interview télévisée du président de la République, est pourtant catégorique : dans les mêmes circonstances en R.f.a., ni les téléspectateurs, ni les journalistes n'auraient accepté d'en rester là.

Même son de cloche chez presque tous les journalistes étrangers en poste à Paris. De l'« Herald Tribune » à « Die Zeit », du « Spiegel » à « Paese Sera », de « Newsweek » au « Sunday Times » ou au journal israélien « Yedioth Aharonoth », les correspondants réunis devant le petit écran, à l'Express, le 27 novembre dernier, l'ont tous constaté : « Giscard n'a rien dit ! »

A qui la faute ?

Dans les rédactions françaises, même constatation navrée et rageuse d'un bon nombre de journalistes qui n'auront jamais — eux — l'opportunité d'interviewer Giscard en direct à la télévision. Leur colère dépasse cette fois largement leurs opinions politiques personnelles. Qu'ils soient pour ou contre Giscard, à droite ou à gauche ou même sans opinion, trop d'événements sans explication ont secoué la vie intérieure française ces derniers mois pour qu'ils acceptent de rester sur leur faim. « Giscard s'est défilé et on l'a laissé faire. » Une amertume qui les renvoie à l'idée même qu'ils se font de leur métier de journaliste. En gros : « France, ton information fout le camp ! » Une inquiétude déjà traduite de façon plus académique par le club Echange et Projets dans sa « Lettre politique » du 23 novembre : « Peut-être n'y a-t-il pas, comme l'affirme Raymond Barre, d'« affaire Boulin ». Mais la fin tragique du ministre du Travail a, en tout cas, fait éclater une véritable « affaire » : celle de l'information en France (...). La France s'enfonce dans le sous-développement en matière d'information. »

A qui la faute ? La question est désormais sur toutes les lèvres. Certains règlent le problème en affirmant tranquillement que les Français ont la télévision qu'ils méritent. D'ailleurs, regardez les sondages : « Un Français sur deux satisfait par les réponses du président », titrait le « Quotidien de Paris » au lendemain de l'interview. « L'Aurore », à la Une sur cinq colonnes, allait plus loin : « 79,6 % des téléspectateurs convaincus par les explications de Giscard. » Pourquoi être plus royaliste que le roi ? Pourquoi Giscard se gênerait-il puisque les Français sont contents ?

En vérité, c'est aller un peu vite en besogne. Gérard Le Gall, délégué général au P.s., est allé y regarder de plus près. Pour notre plus grande édification. « Rarement, affirme-t-il, on avait osé, au plan technique, de telles aberrations. L'I.f.r.e.s. a bien interrogé par téléphone pour « l'Aurore » 994 personnes. Mais seules 221 d'entre elles regardaient Antenne 2 ou ont accepté d'y répondre. » Et parmi ces fidèles au rendez-vous de l'Elysée, 3 % de moins de 25 ans et... 10 % d'ouvriers. Voilà pour la base d'un échantillon dit scientifique. Alors, contents les Français ? Satisfaits de leur télé et des shows de leur président ? Oui, surtout si l'on n'interroge pas les mécontents !

Si le public français n'est pas plus mauvais qu'un autre, alors, à qui la faute ? Et de crier haro sur les journalistes qui ne font pas leur métier. Des doigts accusateurs se tendent vers Alain Duhamel, Gérard Saint-Paul et Jean-Pierre Elkabach. Pourtant, leurs confrères français et étrangers le disent volontiers : ils ont été, cette fois, plutôt plus présents, « plutôt plus pugnaces », assure Le Gall qui s'empresse d'ajouter qu'« il faudrait un instrument d'une très grande précision pour mesurer ce zeste de pugnacité supplémentaire ».

Tous les sujets — même délicats — ont, certes, été abordés au cours de cette interview. Mais avec quelles circonvolutions, quelles précautions ! Les questions simples, elles, n'ont pas été posées, comme le remarque Joe Fitchett, correspondant de l'« Herald Tribune » à Paris : « Aux Etats-Unis, jamais le président de la République n'aurait pu échapper à la question : avez-vous, oui ou non, reçu des plaquettes de diamants ? »

Au « Canard enchaîné », on s'étonne du peu de curiosité des journalistes de l'A 2. Pourtant, n'aurait-il pas été intéressant, par exemple, de savoir pourquoi Giscard n'avait pas assisté aux obsèques de Robert Boulin ? Dans le même ordre d'idées, on aurait pu demander au président son avis sur les témoignages des journalistes du « Matin », de « l'Express » et du « Monde » à propos du déménagement des archives de Bokassa. Pouvait-il, oui ou non, affirmer que ni l'ambassadeur de France, ni les responsables de la mission de coopération, ni des fonctionnaires civils ou militaires français n'ont détourné des archives appartenant à un gouvernement étranger ?

« Depuis deux ans, je n'ai jamais vu, en France, un journaliste de l'audiovisuel revenir à la charge quand il n'obtient pas une réponse satisfaisante du président de la République. » Philip Fériks, correspondant à Paris de la télévision nationale néerlandaise (N.o.s.) est catégorique. Mais il ajoute aussitôt : « En France, les hommes politiques et les ministres considèrent que la télévision n'est qu'un moyen pour faire passer leur message. Les journalistes, pour eux, ne sont que des porte-micros. Ici, pas question pour la télévision de jouer son rôle de contrôle essentiel à l'équilibre démocratique. » Et de constater qu'à la télévision française les journalistes sont nommés par le Pouvoir, en situation de complète dépendance, hauts fonctionnaires sans le statut mais avec l'obligation de réserve. L'attitude de Giscard à leur égard ne trompe pas : entre la condescendance du maître pour le valet et la satisfaction accordée au serviteur zélé, son cœur balance.

Et gare à celui qui ne file pas droit. Un certain nombre de journalistes trop « persifleurs » — en clair, pas assez « à la botte » — en ont fait l'expérience. Demandez à Jean-François Kahn, Maurice Siegel et à tous les « limogés » ce qu'ils en pensent.

Dernièrement encore, Christian Bernadac a dû quitter la rédaction en chef de la première chaîne. Pour aller « s'épanouir » à un poste de conseiller de direction de T.f. 1 chargé du développement audio-visuel, dit la version officielle. En réalité parce qu'il a laissé trop vite ses journalistes évoquer l'affaire des diamants.

Les correspondants étrangers ne sont pas davantage à l'abri des humeurs du président. Alberto Cavalari du quotidien italien le « Corriere della Sera » en sait quelque chose. Ce qu'il avait écrit sur les diamants de Bokassa et la mort de Boulin n'a pas plu. Par différentes fuites rendues publiques dans la « Lettre de l'Expansion » et « le Monde », il a appris qu'« on » suggérait vivement à son journal de le rapatrier. Aucun démenti à ces informations pour le moment.

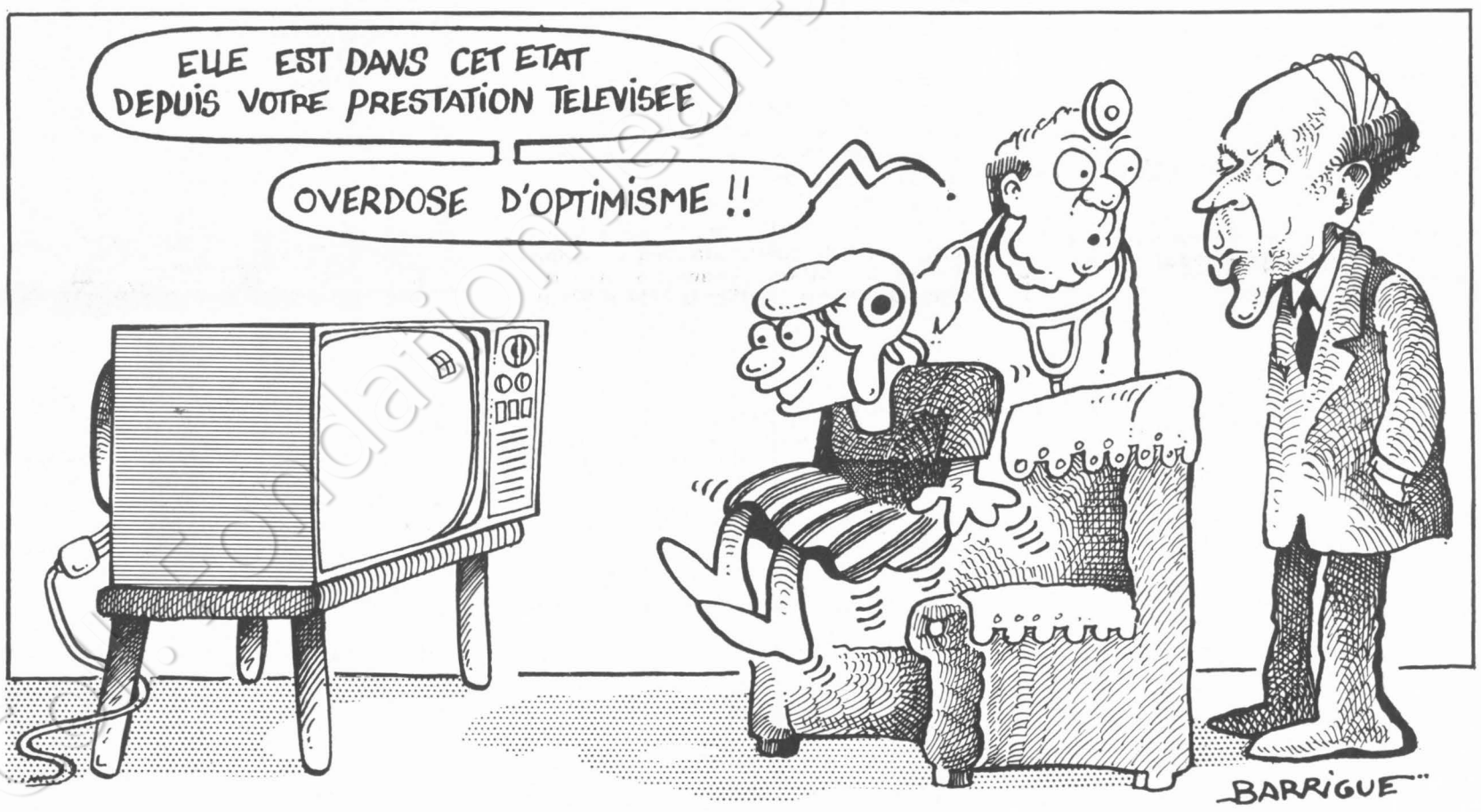
Une épée de Damoclès

De l'avis de tous leurs confrères étrangers, les journalistes français de l'audiovisuel travaillent bel et bien avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. « Dans ces conditions, je ne pourrais pas exercer mon métier aussi librement qu'on me le permet à la télévision hollandaise », confirme Fériks.

Si les hommes au pouvoir n'hésitent pas à user d'une franche répression à l'égard des journalistes un peu trop indépendants, ils disposent aussi d'une arme plus subtile : jouer les élus au-dessus de la mêlée et creuser entre eux et le reste du monde un tel fossé qu'il serait indécent de les aborder sans la plus grande déférence. Que fait d'autre Giscard quand il prétend « élever le débat » ?

Tous les correspondants de la presse occidentale le disent : chez eux, un ministre n'est qu'un ministre, un homme fort peu différent des autres somme toute. On a vu la tête de Giscard d'Estaing soumis au feu des questions de huit jeunes Allemands lors de son passage en direct à la télévision allemande en octobre dernier. Les soldats français seront-ils désormais les Cubains de l'Occident en Afrique ?, lui demandaient en substance ces jeunes gens habitués à ne pas tourner autour du pot. Ulcéré, Giscard a essayé de leur rétorquer qu'on sortait là du cadre du débat. Peine perdue : le journaliste meneur de jeu a insisté pour que Giscard s'explique. Et le lendemain toute la presse d'outre-Rhin ironisait sur ces hommes d'Etat français qui exigent d'avoir le temps de préparer les réponses aux seules questions qu'ils ont eux-mêmes suggérées.

Faut-il en pleurer ? Ou plutôt en rire avec Coluche cette semaine dans « Charlie Hebdo », qui, à propos de la mort de Robert Boulin, constate : « Ce n'est pas le tout de mentir, il faut encore trouver quelque chose à dire. »



STAGE NATIONAL D'HIVER
du 16 au 24 février 1980
à LE PLA (Ariège)

Le Secrétariat National à la Formation tente l'expérience cette année d'un stage national d'une semaine, en hiver à la montagne.

Equipement : Village de vacances à 1 200 mètres d'altitude. Prix : environ 70 F par jour et par personne.

Ce stage portera sur le thème du Projet socialiste : « Connaître, Populariser, Promouvoir le Projet socialiste. »

S'inscrire auprès de Paulette Nevoux, P.s., 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris.

Des patrons de l'âge de bronze

En Picardie, le patron des établissements Bricard, numéro un du robinet et de la serrurerie en France, se ferme à toutes négociations

PAR JACQUES GRAVEND

LE Vimeu bouge. Le Vimeu, c'est ce coin de Picardie coincé entre les vallées de la Somme, de la Bresles et la mer. Depuis six semaines la tension y monte, depuis quinze jours les débrayages se font plus fréquents. Depuis la semaine dernière, les ouvriers descendent dans la rue. Comme un événement longtemps attendu, les gens constatent, enfin, que les ouvriers ne sont plus d'accord. Il faut bien reconnaître que leur situation n'est pas des plus roses.

La tradition industrielle du pays remonte... à Colbert. Celui-ci, voulant renforcer les tissages du roi dans d'autres provinces, supprima les métiers picards. Et le Vimeu s'installa dans la serrurerie, la robinetterie et toutes les utilisations du bronze. A visiter certains ateliers de cette industrie parcellisée à l'extrême, on peut penser que rien n'a changé depuis le siècle du Roi-Soleil.

Quand les Allemands, pour faire un robinet, introduisent un lingot de laiton dans une machine et conditionnent, à l'autre extrémité, un produit fini et ensaché, pour le même travail, le robinet vimeusien passe par une dizaine de mains...

Impossible de décrire la chaleur des fours, le vacarme de la presse, la vétusté du tour à main, la courroie de l'outil qui croche, on ne sait comment, la poulie montée sur l'axe au plafond de l'usine. Les lois sociales ont évolué, certes, mais à l'exception de la présence des enfants, Zola ne se sentirait pas égaré dans ces usines !

A côté de cette condition ouvrière, oubliée de Paris et des grands axes, le patronat, au sens propre, « s'en met plein les poches ».

Le groupe Bricard est numéro un dans la région. Sur les huit mille emplois industriels du Vimeu, il possède cinq usines : Chuchu-Decayeux (cent trente personnes) à Escarbotin, Bricard (cent cinquante) à Woincourt, Bricard (cent cinquante) à Escarbotin, Guerville-Riquier (environ cent soixante-dix) à Fressenneville, et Petit-Maloigne (une centaine) à Fressenneville.

Avec ses usines de Fougères (Ille-et-Vilaine), de Prévent (Pas-de-Calais) et ses dépôts parisiens, Bricard emploie onze cents personnes et est numéro un du robinet et de la serrurerie en France. Son chiffre d'affaires en 1978 a été supérieur à deux cents millions de francs, et son bénéfice d'exploitation de quelque vingt-six millions.

En contrepartie de ce tableau idyllique (l'entreprise connaît une croissance de 6,75 %), on constate que le salaire mensuel moyen (agents de maîtrise et patrons compris) est de deux mille six cents francs brut, à l'usine Chuchu-Decayeux, et très voisin dans les autres usines.

Trois des cinq usines vimeusiennes sont actuellement en grève. Bricard Escarbotin a cessé le travail, sauf pour les quarante-quatre ouvriers (près d'un tiers des travailleurs) qui sont sous contrat. Bricard Woincourt a également arrêté la production et la direction a décidé d'un lock-out le 29 novembre. Chez Chuchu, les ouvriers travaillent, non sans de fréquents débrayages, mais s'imposent jour et nuit un piquet pour empêcher le chargement des camions. Cela va faire quinze jours qu'aucune production n'a quitté l'usine.

Les travailleurs réclament une revalorisation des salaires, un treizième mois, une cinquième semaine de congé et les trente-cinq heures.

Le 16 novembre, les travailleurs de Chuchu ont retenu leur directeur, M. Dautant ; ils lui demandaient de téléphoner à M. Bricard pour que s'ouvrent des négociations. En fait de négociations, les délégués syndicaux auront reçu une lettre d'avertissement assortie, pour certains, de menaces de licenciement.

Interrogé sur le conflit, le directeur de l'usine se refuse à tout commentaire, arguant qu'il s'agit d'une « affaire interne » alors que, le 30 novembre, les ouvriers étaient plusieurs centaines à défiler dans la rue.

La seule ouverture de la direction, jusqu'à présent, a été de proposer une prime annuelle de cent quatre vingt-neuf francs, refusée par les représentants du personnel. Comme nous le dit Jean-Jacques Widcocq, 23 ans, délégué C.f.d.t. chez Chuchu, « on ne veut pas l'aumône. En sept ans, il n'y a pas eu une seule augmentation autre que légale. Chacun est payé au minimum de sa catégorie. »

« Bricard peut payer, il doit négocier », scandent les grévistes. Mais Bricard est fort. « Seigneur du Vimeu », comme l'appellent les syndicats, il tient la chambre patronale et n'ignore pas que pour huit mille travailleurs industriels dans le Vimeu, il y a mille sept cents chômeurs, 21 %, un record !

En prononçant le lock-out de son usine de Woincourt, il a montré sa volonté d'engager l'épreuve de force. Manque de chance pour lui, cela n'a fait que renforcer la détermination des travailleurs.

Rétrograde, borné, le patronat du Vimeu peut être qualifié de toutes les épithètes. Malgré des situations bonnes, voire en expansion, les usines ne renouvellent pas le matériel, dont une large partie date d'avant guerre, n'embauchent pas, ne payent les heures supplémentaires qu'au tarif horaire normal.

Dans les usines Bricard, la position des travailleurs se renforce de jour en jour. Ils savent, en outre, pouvoir compter sur l'appui d'une population dont chaque famille, de près ou de loin, compte un chômeur ou un gréviste. ●

Petit vade-mecum pour les prud'hommes

A quoi servent les prud'hommes, institution créée par Napoléon ?

PAR MICHELE KESPI

CONSEQUENCE de la nouvelle loi du 18 janvier dernier, le mercredi 12 décembre, treize millions de salariés éliront leurs représentants aux prud'hommes.

Les prud'hommes, institution née sous Napoléon, ne s'occupent que des conflits individuels, lorsqu'il y a litige entre un employeur et un employé sur le contrat de travail (tout conflit collectif est jugé en tribunal de grande instance). Dans 80 % des cas, on se retourne vers cette juridiction pour des licenciements sans cause réelle. Viennent ensuite les indemnités, congés payés ou primes non versées, et les cas — bien plus fréquents qu'on ne le pense — de femmes enceintes licenciées. Les syndicats ont constaté que là où ils sont le moins implantés, dans les petites entreprises par exemple, le recours aux prud'hommes est le plus fréquent, car c'est alors le seul moyen de défense. Néanmoins, un salarié isolé a toujours intérêt à s'adresser à un syndicat : s'il n'existe pas de section sur son lieu de travail, les unions locales de sa ville sont là pour le renseigner et offrir éventuellement une assistance juridique.

Vote proportionnel

Ensuite, la marche à suivre est simple, et la procédure gratuite (mais il faut compter avec d'éventuels frais d'avocat ou d'expertise).

L'employé se rend au greffe du conseil de prud'hommes, raconte son histoire au greffier qui note le — ou les — chefs d'accusation. On peut en effet porter plainte à la fois pour licenciement abusif, rappel de salaire non payé ou indemnités de préavis non perçues, etc.

Après, c'est au tour du bureau de conciliation, où siègent un juge salarié et un juge patron, de jouer. Les deux parties sont convoquées. La conciliation peut être totale, si le patron est reconnu dans son tort. Ou partielle si un compromis est possible.

Si aucune conciliation n'a lieu, on se retrouve devant le bureau de jugement, ses deux conseillers salariés et ses deux conseillers patrons. Cette instance, plus solennelle que la précédente, peut ordonner une enquête ou un transport sur les lieux. Ces pouvoirs ne sont pas négligeables. Dernièrement, un ouvrier a été accusé par son patron d'avoir volé une clé ouvrant un local contenant des marchandises de valeur. Licenciement. Echec de la conciliation. L'affaire vient devant le bureau de jugement qui ordonne le transport sur les lieux. Et on apprend ainsi que le patron avait été mal renseigné par un chef de service, que la précieuse clé « volée » était en fait... une clé à molette empruntée pour 24 heures par l'ouvrier. L'accusation est tombée d'elle-même. Dans une autre entreprise, un ouvrier est accusé d'avoir insulté un supérieur. Là encore l'enquête sur le terrain permet d'y voir plus clair. Seul ouvrier dans un bureau d'ingénieurs où tout le monde se tutoie dans une ambiance « décontractée », l'accusé avait eu le tort de rigoler quand un de ses « supérieurs » avait traité un autre de con !

C'est toujours au bureau de jugement de décider de la date du délibéré, et de prononcer la sentence. Le jugement peut être assorti de mesures exécutoires avec astreintes, obligeant par exemple un patron à réintégrer un employé sous peine d'amende. Mais il arrive aussi que les deux conseillers salariés et les deux conseillers patrons ne soient pas d'accord. On fait alors appel au juge départiteur, qui est en fait le juge du tribunal de grande instance, et on réintègre le circuit classique de la justice : on peut aller en appel, en cassation, etc.

Que change la nouvelle loi ? Peu de chose, en fait. Si la C.f.d.t. la juge globalement positive, la C.g.t. l'estime insuffisante et le P.s. ne l'a pas votée.

La procédure reste la même. Mais on y introduit un référé, qui permet au demandeur, dans les cas d'urgence, d'obtenir en dix jours des mesures provisoires, comme le paiement de son salaire, sans attendre la réunion du bureau de conciliation.

Le mode d'inscription a changé. Avant la réforme, les neuf cent mille inscrits se déclaraient eux-mêmes. Là, c'est à l'employeur d'inscrire les salariés. Ils auront le droit de voter pendant leur temps de travail, dans un lieu proche de leur entreprise, sans perte de rémunération. Le mode de scrutin change également : du vote majoritaire, on passe à la proportionnelle.

Enfin, des lieux et des professions non couverts jusqu'ici le seront désormais. Il y aura des conseils de prud'hommes dans la France entière : sur les trente-sept mille sept cents candidats inscrits, les électeurs devront choisir six mille huit cent soixante-dix conseillers.

Le chemin parcouru depuis 17 ans

Au-delà des divergences, tout le monde s'accorde donc pour reconnaître que l'enjeu est d'importance, et qu'il faut voter. Car plus les salariés choisiront eux-mêmes leurs représentants aux prud'hommes, plus ils peuvent attendre de cette juridiction qui a déjà fait ses preuves. Une étude réalisée par la C.f.d.t. dans la région de Cholet au cours des dix-huit derniers mois fait état de quarante cas où les patrons ont été condamnés. L'un à vingt et un mille francs de dommages et intérêts pour licenciement abusif, l'autre à vingt-deux mille francs de rappel de salaires et d'indemnités de licenciement... Des résultats encourageants. Evidemment, les salariés ne gagnent pas toujours. Mais la juridiction prud'hommale a déjà ses classiques. Comme l'affaire des Charbonnages de France. Cette entreprise versait une prime aux travailleurs, mais refusait de la verser aux travailleuses. Motif : seuls les chefs de famille ont droit aux primes. Les travailleuses se sont appuyées sur un article du code civil précisant que « les époux assurent ensemble la direction morale de la famille ». Elles ont également rappelé devant les prud'hommes que la loi du 4 juin 1970 a remplacé « la notion de chef de famille par celle d'autorité parentale ». Elles ont gagné, et les Charbonnages leur versent désormais la même prime qu'aux hommes.

Bien d'autres exemples montrent que le recours aux prud'hommes est souvent payant. Celui de cette comptable licenciée pour... bavardage. Il faut dire qu'elle avait eu le mauvais esprit de se syndiquer et de le dire. Les prud'hommes ont refusé ce faux prétexte et ont donné raison à la bavarde syndicale. Ou celui de ce cadre en butte à un chef jaloux, qui se retrouve licencié après cinq ans de bons et loyaux services pour non-respect de la politique commerciale de la maison. Cette brusque révélation est d'autant plus bizarre qu'en l'absence du patron, il dirige l'entreprise. Et les clients préfèrent souvent faire appel au subordonné qu'à son chef : ils s'estiment ainsi mieux renseignés ! Cette jalousie a été jugée abusive par les prud'hommes et elle a coûté quinze millions anciens d'indemnités au patron.

Enfin, second enjeu important de cette élection : elle constitue un test indéniable de la représentativité réelle des organisations syndicales. Car les chiffres que nous possédons sont souvent incomplets. Ils ne tiennent pas compte, par exemple, de nombreuses petites entreprises. La dernière fois où les salariés ont voté en tant que tels remonte à 1962, époque des élections pour les représentants à la Sécurité sociale. Le douze décembre permettra de mesurer avec un peu plus de précision le chemin parcouru par chaque organisation syndicale depuis 17 ans. ●

P.c.: l'opération "blanc bonnet et bonnet blanc" est lancée

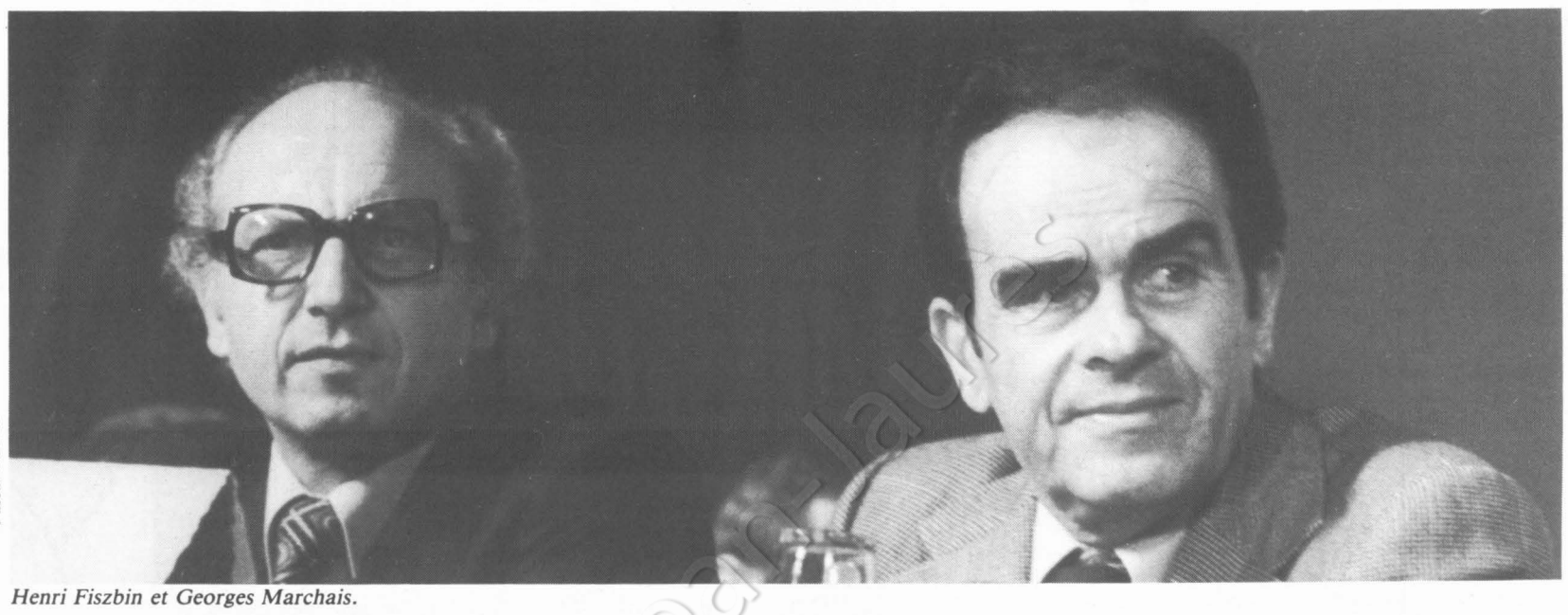
Entre la peste et le choléra un parti "révolutionnaire" ne saurait choisir au second tour des présidentielles de 1981... et assurerait ainsi la victoire du candidat de la droite

PAR GUY PERRIMOND

LE Parti communiste, par touches successives, commentaires de détail et une condamnation globale du P.s., tente depuis quelques semaines de mettre en place les habitudes intellectuelles — le mot est osé — qui lui permettraient, lors des élections présidentielles de 1981, de « ne pas choisir », c'est-à-dire d'assurer à nouveau le succès du candidat de droite.

Les symptômes de l'opération sont nombreux. Le plus « gros » est le titre choisi par le Bureau politique pour le nouvel hebdomadaire du Comité central dont le premier numéro doit paraître en 1981. En le baptisant « Révolution » le P.c.f. pense, à peu de frais, se donner une image... révolutionnaire. Mais surtout il indique, d'ores et déjà, ses ambitions. A vrai dire, chez les militants la réaction a été un mélange de colère et de rires attristés. Les persifleurs ont proposé d'autres noms — dictature du prolétariat ou le poing levé — les plus lucides en ont fait autant : « évolution » résumant d'après eux la politique de leur parti. Mais le mot, symbolique, montre mieux qu'un discours — qui ne serait pas écouté — l'image que la direction du P.c.f. veut donner d'elle et du Parti aux « larges masses ». Etant « révolutionnaire » il sera évident qu'elle n'aura pas à choisir entre la peste et le choléra et qu'à part pour des élections municipales — il n'y a pas de petits bénéfices — elle espère annuler ainsi le problème que poseront les prochaines présidentielles. Ajoutons que le gauchisme verbal est indigne d'un grand Parti et qu'il faut être sérieusement déconnecté de la réalité pour vouloir, avec un seul mot, contradictoire avec sa pratique, changer le monde !

Il faut noter au passage que les premières réunions du Comité de rédaction de « Révolution » n'ont pas été de tout repos. Devant élaborer un projet de sommaire, fictif mais réaliste, des journalistes ont proposé que soit publiée la lettre d'Henri Fiszbin. Réponse : « Ce ne sera plus d'actualité. » Un ange passa. Puis enchaînant sans complexe, le rédacteur en chef de ce futur hebdomadaire, proposa : « Par contre, on pourrait publier la réponse du Comité central. C'est un document après tout. » Résultat, avant même que la formule du nouvel hebdo soit définie, la majeure partie de la rédaction a élevé une protestation. C'est devenu à la mode au P.c.f. .



Pascal Lebrun

Henri Fiszbin et Georges Marchais.

tion de la Chine chaque occasion est bonne : le Cambodge, l'Iran, le Portugal, l'eurocommunisme, l'U.r.s.s., ont été pour la direction du P.c.f. le moyen d'affirmer par la bande une solidarité nouvelle avec « la patrie du socialisme » et ses intérêts d'Etat. Cette convergence vient renforcer le virage « gauchiste ». Il projette l'espoir sur l'extérieur, sur le lointain. Il propose d'autres luttes à celles à mener ici et maintenant. Il donne au P.c.f. une spécificité à peu de frais qui n'a d'ailleurs rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, ou le combat commun avec les peuples du tiers monde. Mieux, il obscurcit le rapport classe-nation. Mais la direction du P.c.f. n'en est plus à un rideau de fumée près...

Il est vrai que ses efforts ont peu de succès à l'intérieur du Parti. Les militants sont troublés, déçus, lassés. Même dans des fédérations ouvrières comme la Seine-Saint-Denis la vie intérieure tend vers le zéro absolu. De nombreuses cellules ne se réunissent plus, seuls les militants-militants et les permanents assurent au parti un minimum de vie publique. Au point que certains responsables s'interrogent douloureusement sur la prochaine remise des cartes. Non seulement de très nombreux adhérents ne sont pas « à jour » — il y a des mois qu'ils n'ont pas payé leur cotisation mensuelle — mais les remises de cartes de début 1980 risquent fort de prouver que l'hémorragie est plus forte que prévue. Certes le secrétariat à l'organisation et le trésorier national sauront trouver des remèdes à ces pertes. En utilisant un langage choisi, les pourcentages, les cartes commandées, payées, placées, la direction arrivera à masquer ce revers. Mais sur le plan de l'activité le mieux ne se fera pas sentir. « L'Humanité-Dimanche » par exemple a vu depuis plusieurs mois sa diffusion chuter. Comme il est difficile au bureau politique d'admettre que la baisse des ventes est due au contenu et au peu d'enthousiasme des militants pour vendre le journal, c'est la formule qui va être mise en cause. On changera une fois de plus de responsable... et tout continuera comme avant.

Retrait du monde réel

La lecture quotidienne de « L'Humanité » montre à quel point dans l'opération « bonnet blanc, blanc bonnet », rien n'est laissé au hasard. Au slogan « le P.s. vire à droite » sont venues se juxtaposer les « révélations » de détail qui toutes prouvent la même chose : les militants du P.s., à quelque niveau que ce soit, agissent « pour Giscard ». Que Christian Pierret rencontre Zhakharov, qu'André Chandernagor aille à l'Onu, qu'un élu local propose quoi que ce soit, qu'une section socialiste ait une action quelconque, dans tous les cas de figure c'est « pour » Giscard que les socialistes agissent et proposent ! L'espoir caché des dirigeants communistes étant qu'à force de répéter de telles inepties les militants se mettent à les prendre pour des vérités.

Cet isolement volontaire, ce retrait du monde réel pousse inéluctablement le P.c.f. à redoubler ses convergences avec le Parti communiste d'Union soviétique. A l'exception de la Chine chaque occasion est bonne : le Cambodge, l'Iran, le Portugal, l'eurocommunisme, l'U.r.s.s., ont été pour la direction du P.c.f. le moyen d'affirmer par la bande une solidarité nouvelle avec « la patrie du socialisme » et ses intérêts d'Etat. Cette convergence vient renforcer le virage « gauchiste ». Il projette l'espoir sur l'extérieur, sur le lointain. Il propose d'autres luttes à celles à mener ici et maintenant. Il donne au P.c.f. une spécificité à peu de frais qui n'a d'ailleurs rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, ou le combat commun avec les peuples du tiers monde. Mieux, il obscurcit le rapport classe-nation. Mais la direction du P.c.f. n'en est plus à un rideau de fumée près...

Il est vrai que ses efforts ont peu de succès à l'intérieur du Parti. Les militants sont troublés, déçus, lassés. Même dans des fédérations ouvrières comme la Seine-Saint-Denis la vie intérieure tend vers le zéro absolu. De nombreuses cellules ne se réunissent plus, seuls les militants-militants et les permanents assurent au parti un minimum de vie publique. Au point que certains responsables s'interrogent douloureusement sur la prochaine remise des cartes. Non seulement de très nombreux adhérents ne sont pas « à jour » — il y a des mois qu'ils n'ont pas payé leur cotisation mensuelle — mais les remises de cartes de début 1980 risquent fort de prouver que l'hémorragie est plus forte que prévue. Certes le secrétariat à l'organisation et le trésorier national sauront trouver des remèdes à ces pertes. En utilisant un langage choisi, les pourcentages, les cartes commandées, payées, placées, la direction arrivera à masquer ce revers. Mais sur le plan de l'activité le mieux ne se fera pas sentir. « L'Humanité-Dimanche » par exemple a vu depuis plusieurs mois sa diffusion chuter. Comme il est difficile au bureau politique d'admettre que la baisse des ventes est due au contenu et au peu d'enthousiasme des militants pour vendre le journal, c'est la formule qui va être mise en cause. On changera une fois de plus de responsable... et tout continuera comme avant.

Des communistes qui adhèrent au P.s.

Dans la région parisienne « l'affaire Fiszbin » est venue se greffer sur cette lassitude générale. A Paris, les intellectuels ont suffisamment fait preuve de grogne pour que le Comité central choisisse de s'appuyer sur les intellectuels de province, plus isolés pour faire fonctionner son nouvel institut. En le dotant de moyens financiers importants et en lui fixant ses objectifs...

Chez les militants se multiplient pourtant les questions et les refus. Celui de distribuer des tracts par trop injurieux à l'égard du P.s. par exemple. Ou de demander avec un humour contenu, de pouvoir lire « la lettre de Fiszbin ». Jean Gajer, conseiller de Paris qui fut avec Henri Fiszbin membre de la direction fédérale, a d'ailleurs pris les devants. Il a distribué lui-même une copie de sa lettre de démission du secrétariat de la Fédération de Paris à ses camarades des sections du 18e arrondissement. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Dans ces conditions, la mise en œuvre d'une tactique « bonnet blanc, blanc bonnet » a quelques chances d'échouer. Surtout si les militants socialistes poursuivent leurs actions, accentuent leur présence sur tous les terrains de luttes, proposent partout des actions communes. Les refus du P.c.f. n'aboutissant qu'à convaincre les gens qu'il ne veut à aucun prix de l'union fut elle « à la base ». Et persuadant ses militants qu'il s'enferre dans une politique suicidaire. Conséquence directe : depuis quelques semaines un mouvement se dessine chez ces militants communistes dans plusieurs départements, ce qui tendrait à prouver qu'il ne s'agit pas d'un abcès local, : certains d'entre eux après avoir quitté le P.c.f. viennent d'adhérer au P.s. Le phénomène est nouveau, porteur d'espoir. Car il contribuera à rendre à la direction du P.c.f. son réalisme. A moins qu'elle ne veuille porter, pour longtemps, le « bonnet » pour les échecs répétés de la gauche. ●

Les travailleurs font les frais de l'antisocialisme virulent du P.c.f.

PAR PIERRE CARRASSUS ET PIERRE FEUILLY

MEMBRES de la C.e. de la C.g.t., nous avons en tant que socialistes, et seulement à ce titre, donné une interview à « l'Unité » comme nous y autorise les statuts de notre centrale syndicale.

A partir de notre expérience, nous donnions notre opinion sur la nécessaire intervention politique du P.s. dans les entreprises. D'abord pour appeler au soutien des luttes sociales par les socialistes, et notamment les élus, dans le respect des prérogatives syndicales. A ce sujet le rôle joué à Alsthom Belfort ou dans d'autres conflits ne peuvent masquer nos insuffisances.

Enfin nous voulions souligner combien les aspirations à la démocratie, à la dignité, dont sont porteuses les luttes actuelles, donnent toute leur signification au Projet socialiste, seule perspective politique mobilisatrice pour les travailleurs aujourd'hui.

Ainsi, pour nous, être présents politiquement dans les entreprises, ce n'est pas se substituer aux syndicats dans la conduite et l'impulsion des luttes, mais c'est à partir de leurs aspirations faire de la politique l'affaire de tous les travailleurs.

Cette démarche est à l'opposé de celle du P.c.f. qui, enfermé dans sa stratégie antiunitaire, développe une politique interventionniste dans les luttes sociales qui gêne leur développement et contrarie l'unité syndicale.

En disant publiquement ce que ressent de plus en plus une grande masse de travailleurs il était évident que nous serions confrontés à une vive réaction du P.c.f.

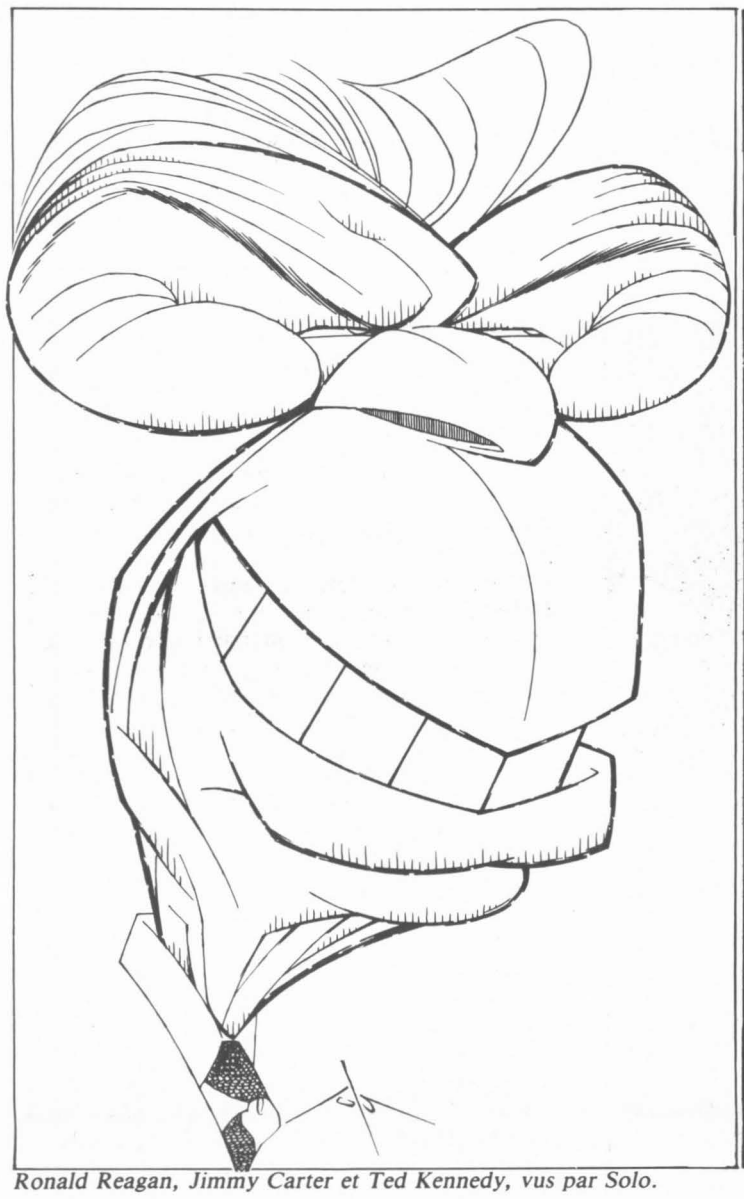
En revanche, nous sommes quelque peu surpris qu'au risque d'apparaître comme mettant en cause notre droit d'expression politique certains à la C.g.t. n'ont pas hésité à transformer ces remarques sur le P.c.f. en mises en cause de l'indépendance de la C.g.t. et à nous taxer d'anticommunistes.

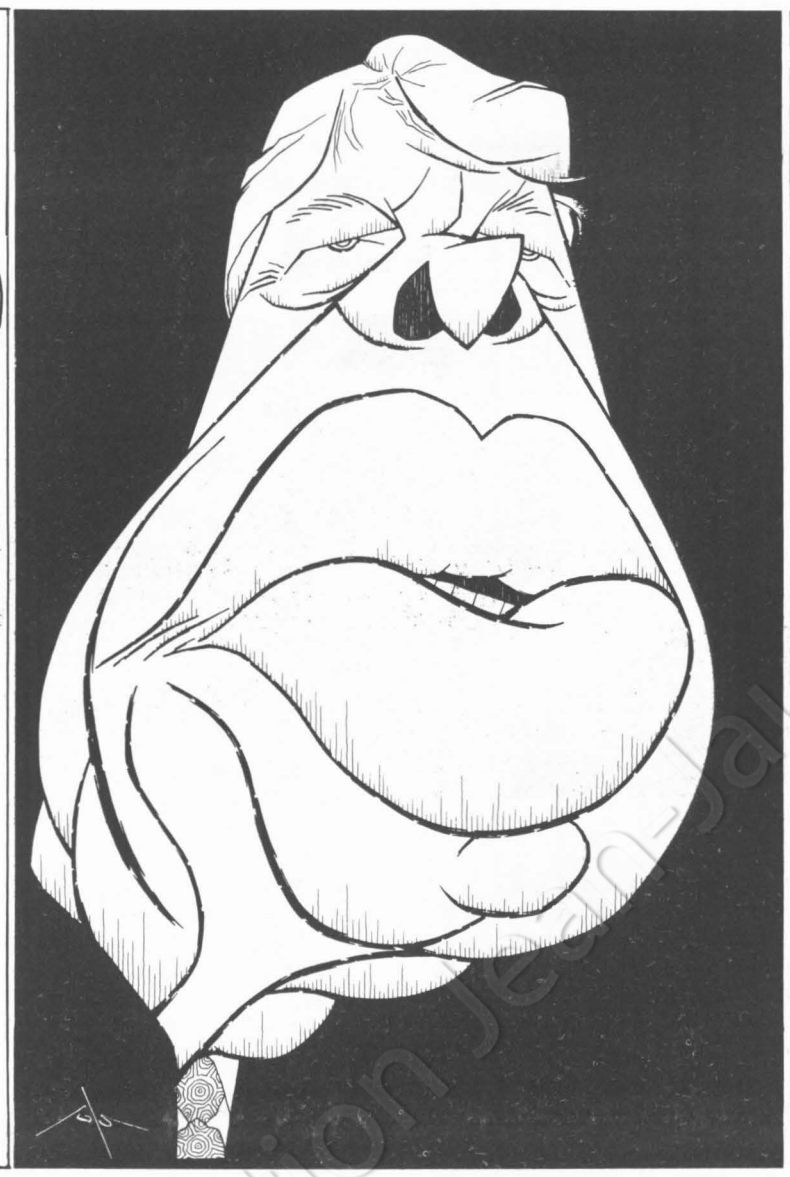
Les lecteurs de « l'Unité » savent bien que tout au contraire nous avions évoqué la stratégie indépendante de la C.g.t., y compris à l'égard du P.c.f., notamment dans l'affaire Boulin. Enfin aujourd'hui, comment ne pas voir que le monde ouvrier fait les frais de l'antisocialisme virulent du P.c.f. ?

A l'évidence, refuser comme le fait le P.c.f. toute action unitaire, à quelque niveau que ce soit, ne peut que donner plus de poids à l'arrogance des patrons et du Pouvoir contre les libertés syndicales et les droits des travailleurs. ●

Etats-Unis : Jimmy, Ted, Ronald et les autres

Les Américains ne veulent plus être les "gendarmes" du monde. Est-ce pour cela qu'ils semblent préférer les "guignols" comme candidats à la magistrature suprême ?







Ronald Reagan, Jimmy Carter et Ted Kennedy, vus par Solo.

PAR MARC HORWITZ

"ET Jane Fonda ? Pourquoi pas. » L'actrice américaine est entrée en campagne. A travers le pays elle porte « sa » bonne parole et apporte son soutien à « ses » candidats.

Au-delà de la plaisanterie, entendue bien souvent de La Nouvelle-Orléans à San Francisco, en passant par Dallas, derrière cette question-réponse peu sérieuse se cache, mal d'ailleurs, le visage d'une Amérique inquiète mais qui se moque ostensiblement des prochaines élections présidentielles. Elles auront pourtant lieu dans un an exactement et déjà elles occupent une grande place dans tous les journaux écrits ou télévisés.

Rien à faire, la campagne a démarré. Le sénateur Edward Kennedy dans la bataille lui donnant — prestige du nom oblige — ce petit quelque chose en plus qui en fera, pour le monde entier, l'événement majeur de l'année 1980.

En face de lui, Jimmy Carter bien sûr. L'actuel président est prêt à se battre pour que son mandat soit prolongé par les électeurs pour quatre années de plus. La tâche pour lui ne sera sans doute pas facile. Elle est loin cependant d'être impossible.

George Brown, le gouverneur de la Californie, est, pour les démocrates, le troisième homme. Le voilà engagé pour leur propre compte mais en faisant « acte de candidature à la candidature » il se prépare d'excellente façon à être sur le « ticket » de Ted Kennedy par exemple. Aux Etats-Unis, en effet on vote pour un président mais, dans le même temps, pour le vice-président. Brown, vice-président ? Pourquoi pas ? Apportant de plus les voix de l'Ouest au candidat démocrate, il sera l'une des clés de la victoire.

En attendant, Ted Kennedy a pris le mors aux dents. Il a placé à ses côtés des hommes nouveaux. Il est vrai qu'ici campagne électorale veut dire avant tout « business and law » et qu'il faut être, sur ces deux points, sans faille.

Jimmy Carter en sait quelque chose. Mal conseillé, entouré d'hommes peu habitués à la machine politique et économique américaine, il a gagné une bataille — les présidentielles de 1976 — mais est en train de perdre la guerre. Les Américains, mi-amusés, mi-révoltés, le suivent avec difficulté tant leur président leur paraît dépassé par les problèmes de la grande Amérique.

Et de l'autre côté, chez les républicains, le « cirque » continue. Donald Reagan avec faste, sérénité et sans créer la moindre surprise a annoncé sa candidature (à la candidature). Voilà un Californien qui, rompant avec l'usage, est allé sur le terrain, sur la côte est, à New York, cœur de l'Amérique des affaires, chercher l'appui et les mandats des « grands électeurs » de son parti. On lui en saura gré.

De leur côté, John Connally, Howard Baker et George Bush, autres candidats républicains, ont, depuis quelques mois, prouvé qu'ils avaient plus d'un tour (des Etats) dans leur sac. Pourront-ils concourir avec succès contre ce qui est l'arme numéro un de Reagan, son sourire ?

De toutes les façons, les Américains regardent ailleurs. Certes on a voté, il y a quelques semaines, dans quelques Etats pour le choix des gouverneurs et les démocrates ont remporté des victoires significatives. Ils ont gardé la haute main sur le Mississippi et le Kentucky. Dans le même temps — car on vote aux Etats-Unis pour toutes les fonctions importantes et sur un grand nombre de propositions municipales —, huit des plus grandes villes du pays devaient élire leur maire. Trois seulement ont choisi un républicain, les démocrates étant maintenant à la tête des cinq principales mairies, New York, Los Angeles, Chicago, Philadelphie et Houston.

De ces victoires — ou de la défaite des républicains qui espéraient bien prendre pied dans quelques grandes municipalités —, il ne faut tirer aucune conclusion. Elles donnent tout au plus la température de l'électorat américain.

En fait, une seule chose reste sûre. Les Américains se sentent aujourd'hui enfermés dans leurs problèmes de tous les jours. La « Grande Amérique », les Etats-Unis gendarmes du monde libre ? Vue de l'intérieur du pays, cette image est bel et bien dépassée. La pluie de confettis, d'affiches et de tracts qui va s'abattre sur le pays, le torrent de discours et de belles paroles qui va déferler ne peuvent qu'amplifier cette mauvaise humeur ou plutôt cette humeur presque chagrine qui est en pleine ascension (+ 6 % en octobre). Les prix de détail s'envolent, l'essence, la sacro-sainte essence, est de plus en plus chère... Sans atteindre cependant les prix français (elle vaut moitié prix au Texas par exemple). Il n'empêche que la hausse (spectaculaire) enregistrée depuis 1978 et le « rationnement » (en Californie, les pompes sont souvent fermées le week-end et l'essence distribuée les jours pairs aux voitures dont la plaque d'immatriculation était terminée par un chiffre pair et le lendemain pour les plaques avec un chiffre impair) ont marqué profondément les Américains qui ont dû renoncer aux escapades de fin de semaine, ce qui, en soi, est une (petite) révolution.

Que dire aussi des coûts des soins dans cette Amérique qui ignore à peu près tout du système d'assurances sociales nationales et qui est en train de découvrir la médecine préventive et la médecine de famille ? Que — là encore — leur augmentation est impressionnante et que pour la première fois les praticiens eux-mêmes en ont pris conscience... sans pour autant vouloir changer le système, tandis qu'une frange importante de la population n'a accès qu'au prix de graves sacrifices à la santé. Quelle frange ? Celle qui paie trop d'impôts pour être prise en charge par l'assurance d'Etat (Medicaid ou Medicare, pour les personnes de plus de soixante-cinq ans) et qui ne gagne pas assez pour pouvoir souscrire une assurance privée.

Ce problème est véritablement à la Une car il est aujourd'hui un problème politique. Il est l'un des enjeux de la campagne 1980, ce qui devrait conforter Jacques Attali, auteur de « l'Ordre cannibale », qui espère bien qu'il en sera de même en France pour les élections de 1981.

Ted Kennedy a misé depuis des mois sur ce point. N'était-il pas venu dire à Alma-Ata, au fin fond des steppes de l'Asie soviétique lors d'une conférence organisée par l'E.m.s. et l'Unicef, que les soins de santé primaires (Primary Health Care) devaient être pour le monde développé plus encore peut-être que pour le monde en développement une priorité. C'était en septembre 1978 et depuis lors il n'a cessé de défendre cette idée : les meilleurs soins pour tous à un prix supportable pour la communauté.

Dans l'Amérique capitaliste, dans cette Amérique du « chacun pour soi », faire passer ce concept est une gageure. Kennedy, qui s'est battu en faveur d'une législation plus libérale pour les Noirs, les immigrants, les femmes, qui s'est battu contre la guerre au Vietnam et la réconciliation avec Pékin, peut regarder les Américains au fond des yeux. Certes Ted le catholique a contre lui « Chappaquiddick ». C'est là qu'en juillet 1969 il a eu un accident de voiture. Il réussit à se dégager alors que l'Oldsmobile qu'il conduisait ce soir-là s'enfonçait dans les eaux boueuses qui bordaient la route emprisonnant Mary-Jo Kopechne. Elle périt noyée parce que Ted, « qui ne savait plus ce qu'il faisait » (c'est la version qu'il donna lors de son procès), n'avertit la police que neuf heures plus tard. Le drame est oublié, gommé par le clan Kennedy... mais pas par les Américains qui en ont fait en quelque sorte une image d'Epinal.

Peu importe votre programme politique, monsieur le candidat, dites-nous plutôt combien vous avez de chats et s'ils dorment au bout de votre lit... L'Amérique s'interroge, mais l'inflation, les problèmes d'énergie, la Chine, les accords Salt II et le désarmement... tout cela paraît désorienter l'homme de la rue. Il semble qu'il se ferme volontiers les yeux, dût-il pour cela se faire « une douce violence », pour ignorer tous ces problèmes et cela même quand il est frappé de plein fouet. Curieuse contradiction entre cet Américain qui crie au scandale et défile dans la rue parce que le prix de l'essence augmente et qui votera cependant pour un président parce que celui-ci aura un large sourire ou une solide poignée de main.

La crise cependant aux Etats-Unis est là. Le système a « fabriqué » des hommes dénués de toute conscience politique, de tout souci communautaire. La plus grande puissance économique du monde ne semble être, en réalité, qu'un amalgame d'individus ne pensant pas beaucoup plus loin que leurs problèmes quotidiens. C'est sans doute, au fond, ce qui fit la victoire de Jimmy Carter, l'honnête homme, en 1976. Ce n'est, dans le monde d'aujourd'hui, pas suffisant. Les Américains prouveront-ils qu'ils sont redevenus adultes en novembre prochain ? Rien n'est moins sûr. ●

S.p.d.: tous contre Strauss

En brandissant l'épouvantail Strauss, Helmut Schmidt a réussi à faire l'unanimité de son parti

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL A BERLIN CLAUDE ESTIER

LE S.p.d. est un grand parti qui ne laisse rien au hasard. Le choix de Berlin pour la tenue de son 25e congrès a une double signification à dix mois des élections législatives dont il n'est pas exagéré de dire qu'elles seront décisives pour l'avenir de la République fédérale d'Allemagne.

Pour les sociaux-démocrates comme pour leurs adversaires de la C.d.u., l'ancienne capitale allemande a toujours été un enjeu qui dépasse de loin le symbole. Chaque année le gouvernement de Bonn dépense des sommes considérables — plus que pour la participation allemande au budget de la C.e.e. — pour aider les habitants de Berlin-Ouest à surmonter un complexe d'encerclement qui procède de la situation politico-géographique de la ville héritée de la dernière guerre : d'un côté le « mur » qui la sépare de Berlin-Est où l'on va malgré tout de temps en temps parce qu'on y a encore des parents ou tout simplement pour voir comment vit une démocratie populaire ; de l'autre côté, pour rejoindre le reste de la R.f.a., 250 km d'une autoroute étroitement surveillée par les miradors et les vopos est-allemands.



Sygma

Helmut Schmidt.

Autorité mitigée

Tenir congrès à Berlin, au moment même où les ministres du Pacte de Varsovie étaient réunis de l'autre côté du mur, constituait une sorte de défi politique. Mais c'était en même temps un signe sur lequel le chancelier Schmidt a insisté dans son discours au congrès en présentant la coexistence à Berlin comme l'image même de la politique de détente à laquelle les Allemands de l'Ouest, et les Berlinois plus encore que les autres, demeurent fortement attachés.

Curieux spectacle en vérité que celui d'Helmut Schmidt devant son parti. A priori on pourrait croire qu'il n'y jouit que d'une autorité mitigée. Rien à voir en tout cas avec celle, prestigieuse, de Willy Brandt qui, en ouvrant le congrès lundi matin, a reçu une ovation spontanée lorsqu'il a lancé un vibrant appel à l'unité du S.p.d. dans la grande bataille des prochains mois contre la coalition de droite conduite par Franz-Joseph Strauss « qui voudrait ramener l'Allemagne cinquante ans en arrière ».

En dépit des affrontements qui existent à l'intérieur du parti sur des problèmes comme celui de l'énergie nucléaire ou celui de l'installation des nouveaux missiles de l'Otan sur le sol allemand ou encore sur certaines questions de politique sociale, cet appel à l'unité aura dominé le congrès. Bon gré, mal gré, les représentants les plus actifs de la gauche du parti on dû admettre que le moment était mal choisi pour partir en guerre. « Nous ne pouvons accepter certains aspects de la politique de Schmidt, m'ont dit plusieurs d'entre eux, mais ce serait irresponsable de notre part de faire en sorte qu'en octobre prochain ils doivent laisser la place à Strauss. »

Il faut reconnaître que Schmidt a habilement exploité la situation ainsi créée. Sans effet d'éloquence, mais avec un art consommé de la progression oratoire, il a, pendant plus de deux heures, abordé les sujets les plus délicats, dressant un bilan positif mais non triomphaliste de l'action sociale de son gouvernement, soulignant qu'il avait mieux réussi que ses voisins européens dans la lutte contre l'inflation et contre le chômage, s'offrant même une double autocritique pour n'avoir pas réussi à promouvoir une meilleure répartition des richesses et pour avoir sous-estimé les répercussions négatives du décret sur les interdictions professionnelles dans la Fonction publique.

Prudent slogan

Non moins habile a été le développement consacré aux thèses des écologistes que le chancelier n'hésite pas « à récupérer » quand par exemple il présente à l'actif de son gouvernement l'abandon d'un programme autoroutier auquel il a dû précisément renoncer en raison de l'opposition résolue des défenseurs de l'environnement.

De même le fait d'aborder la question des centrales nucléaires par un long développement sur la nécessaire priorité qui doit être accordée au charbon, lequel ne suffit cependant pas à assurer l'indépendance énergétique de l'Allemagne, le tout accompagné d'une critique du programme nucléaire français, a aidé le chancelier à faire passer devant le congrès le slogan prudent qu'affectionnent aujourd'hui les dirigeants du S.p.d. : « Nous ne disons pas énergie nucléaire à tout prix, mais nous ne disons pas non plus énergie nucléaire à aucun prix. »

Mais parlant cette semaine et à Berlin, Helmut Schmidt a surtout voulu montrer aux responsables de son parti que, face à l'aventurisme de Strauss, il était le garant de la poursuite du dialogue avec l'Est, y compris avec l'autre Allemagne, dont il doit rencontrer le président au début de l'an prochain. Affirmant à la fois son attachement indéfectible à l'Alliance atlantique et son approbation du geste de Leonid Brejnev retirant vingt mille soldats et mille blindés soviétiques stationnés en R.d.a., il s'est donné l'image — à laquelle il sait que ses concitoyens sont particulièrement sensibles — de l'homme le mieux placé pour contribuer à rapprocher en matière de détente et de désarmement les points de vue des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Lorsqu'il eut achevé, en criant sa confiance dans l'avenir, les quatre cent cinquante délégués, après quelques secondes d'hésitation, se sont levés les uns après les autres pour l'applaudir longuement. Beaucoup d'entre eux n'étaient visiblement pas convaincus sur le fond. Mais en dépit de sérieuses réserves, qui se sont d'ailleurs exprimées dans la discussion qui a suivi, pouvaient-ils bouder dans un congrès dont le leitmotiv, inscrit en lettres énormes au-dessus de la tribune, proclame que le S.p.d. c'est « la sécurité pour les années 80 » ?

La chance d'Helmut Schmidt s'est d'avoir contre lui Strauss, c'est-à-dire un homme qui fait peur. Et que la paix intérieure et extérieure soit aujourd'hui ce à quoi les Allemands tiennent par dessus tout !

Europe: to be in or to be out

"Messieurs, l'Angleterre est une île". Cet aphorisme par lequel André Siegfried avait coutume de commencer à l'Ecole des sciences politiques son cours sur la Grande-Bretagne n'a rien perdu de son actualité !

PAR CLAUDE ESTIER

LE fameux tunnel sous la Manche prévu depuis un demi-siècle pour relier Londres au continent n'est pas encore pour demain ! L'étonnant est qu'on ait semblé l'oublier et qu'à la veille même du « sommet » de Dublin certains aient pu imaginer qu'un compromis allait sortir de la rencontre, dans un vieux château irlandais, des neuf chefs d'Etat ou de gouvernement.

Pour l'anecdote, on a dit et écrit que « la dame de fer » s'était montrée intraitable. L'image est tentante mais ce n'est qu'une image. Quel qu'ait été le Premier ministre britannique, fût-il un homme ou fût-il travailliste, imagine-t-on qu'il serait allé, pour plaire à ses partenaires, à contre-courant d'une opinion publique, convaincue dans sa grande majorité, à tort ou à raison, que le Marché commun est la cause de tous les maux dont souffre aujourd'hui le Royaume-Uni.



A tort ou à raison. Il faut, en effet, faire la part des choses qui ne sont pas aussi simples qu'on le dit parfois. Il est vrai que les Britanniques n'ont jamais eu la fibre européenne et que leur appartenance, depuis sept ans, à la C.e.e. ne leur a pas encore donné cette vocation. Il est vrai qu'ils peuvent constater avec amertume qu'ils versent à la Communauté sensiblement plus qu'ils n'en retirent. Mais il est vrai aussi qu'ils ne sont pas complètement innocents dans cet état de choses : en continuant à privilégier leurs échanges commerciaux par exemple avec la Nouvelle-Zélande ou l'Australie plutôt qu'avec les autres pays du Marché commun, ils se privent eux-mêmes de rentrées qui atténueraient sensiblement le déficit dont ils se lamentent.

Les choses étant ce qu'elles sont, et dans la mesure, précisément, où on les a laissées en arriver à la crise actuelle sans vraiment

chercher de solution quand il était peut-être encore temps, que peut-on espérer d'un nouveau Conseil européen qui se tiendrait en février ou mars, seule décision sur laquelle, à Dublin, les Neuf ont été capables de s'accorder ?

Valéry Giscard d'Estaing, qui n'hésite jamais à prendre des libertés avec la réalité politique lorsque cela l'arrange, affirme que Madame Thatcher arrivera à cette prochaine réunion avec « un esprit de compromis ». Rien n'est moins sûr. Le Premier ministre britannique s'est, au contraire, fait critiquer dans son pays pour n'avoir pas réussi à imposer sa volonté aux huit autres, non pour avoir refusé de leur faire la moindre concession. L'échec de Dublin ne pouvant que développer en Grande-Bretagne la tendance anticommunautaire, qui n'exclut même pas une sortie britannique de la C.e.e., on voit mal pourquoi elle céderait davantage dans trois mois. Là où elle se plaint d'un déficit de neuf milliards de francs pour 1980, on lui offre, par le jeu de ce que l'on appelle le « mécanisme correcteur », une compensation de l'ordre de trois milliards. On est loin du compte et les subtilités techniques imaginées par la Commission de Bruxelles — dont il ne faut pas oublier qu'elle est présidée, pour un an encore, par le Britannique Roy Jenkins —, sous l'enveloppe d'« actions communautaires », demeurent beaucoup trop imprécises pour que n'importe quel gouvernement britannique les prenne pour argent comptant.

Il serait d'ailleurs tout aussi vain de tabler sur une division des huit partenaires de la Grande-Bretagne. Sans doute, à Dublin, les représentants de l'Italie — qui a connu elle-même une situation déficitaire à l'égard de la C.e.e. — et des pays du Benelux se sont-ils montrés plus nuancés à l'égard de Mme Thatcher que Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, appuyés, semble-t-il, par l'Irlande et le Danemark. Mais ces nuances s'effacent vite devant les chiffres : ni les Italiens, ni les Belges, ni les Hollandais n'envisagent de payer la note dont la Grande-Bretagne demande à être dispensée. Etant entendu que la plus grande part des trois milliards déjà consentis serait à la charge de l'Allemagne fédérale qui, surtout dans une année électorale, n'entend, pas plus d'ailleurs que la France, en faire davantage.

Faire preuve, enfin, d'initiative

On est donc bien aujourd'hui dans une impasse et l'on ne peut que répéter que la grave erreur commise est d'avoir laissé, au fil des années, la politique agricole commune hypothéquer de plus en plus les mécanismes financiers de la Communauté au point d'empêcher le développement d'actions concrètes et de longue portée dans d'autres domaines essentiels. L'un de ces domaines, nous l'avons déjà dit (1) est celui de l'énergie. On aurait pu espérer que le sommet de Dublin se saisisse de ce dossier et fasse preuve, enfin, d'initiative. Or, si on a bien entendu un appel du chancelier Schmidt pour une plus grande coopération des pays européens en matière d'énergie, force est de constater que le « relevé de conclusions » publié le 30 novembre à Dublin se borne sur le chapitre à renouveler des vœux pieux déjà maintes fois exprimés comme celui d'une « stabilité accrue entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs » ou encore d'un « dialogue dans le but d'adopter tant dans les pays consommateurs que dans les pays producteurs des politiques permettant la transition à un marché mieux équilibré ». Ce qui s'appelle, en termes clairs, parler pour ne pas dire grand-chose !

La crise au niveau des gouvernements a toutes chances de se doubler dès la semaine prochaine d'une seconde crise entre l'ensemble de ces gouvernements et l'Assemblée européenne de Strasbourg qui s'apprête à repousser en seconde lecture le budget communautaire pour 1980 dont les ministres des Finances des Neuf ont précisément rejeté tous les amendements votés début novembre par les parlementaires européens dans le but, précisément, d'ouvrir quelques perspectives d'actions communes dans d'autres domaines que la politique agricole.

Les ministres ont eu, certes, beau jeu de soutenir qu'en modifiant les orientations de celle-ci la majorité du Parlement européen avait outrepassé ses droits. Mais nier la réalité d'un problème n'est pas le résoudre. Et qui peut contester aujourd'hui que l'énergie, le chômage, la toute-puissance des firmes multinationales sont, pour ne citer que ceux-là parmi beaucoup d'autres, des problèmes communs à tous les pays européens ? ●

(1) Voir « L'Unité » n° 358 du 16 novembre : « l'Europe et le pot au lait ».

Zimbabwe : les chances de la paix

Il a fallu treize semaines de négociation marathon pour arriver à un accord entre Noirs et Blancs; reste à gagner la paix

PAR JACQUES DELEPINE

ON a de bons motifs de penser que, lorsque ces lignes paraîtront, un accord aura mis un terme à la conférence marathon de Londres sur l'avenir du Zimbabwe : treize semaines auront été nécessaires. Bien plus, assurément, que ne le souhaitaient les négociateurs britanniques. Mais l'essentiel n'est-il pas d'aboutir ? Chacun, sans doute, s'estimera satisfait, et



Ian Smith. Sygma

soulignera ce qui, dans ses points de vue, a triomphé. Que pouvons-nous en penser ?

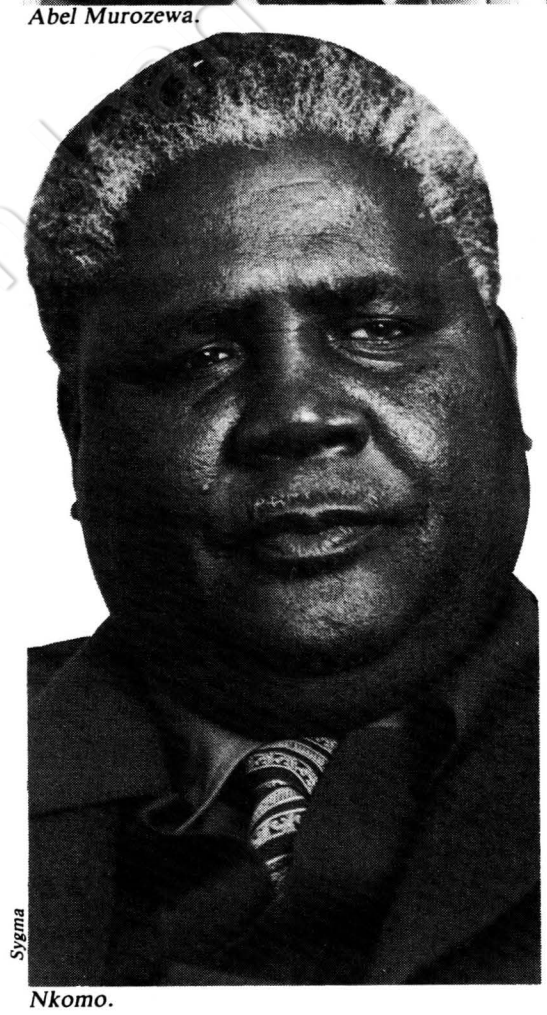
Succès d'abord, sans nul doute, du gouvernement conservateur britannique : il a tenu, somme toute, son pari. En assumant, pour aboutir à un règlement, ses responsabilités d'ancienne puissance coloniale, comme le Front patriotique lui-même le demandait, la Grande-Bretagne non seulement a conduit les adversaires à une entente, mais a peut-être redonné une plus grande réalité au Commonwealth, associé à la phase transitoire qui doit conduire aux élections.

Le gouvernement Muzorewa-Smith n'est certainement pas parvenu à ses objectifs véritables : en acceptant, à très peu de chose près, l'ensemble des propositions britanniques, et, dès le départ, en négociant, ce qui était en un sens admettre sa propre illégalité, il pensait probablement l'emporter sur un Front patriotique bloqué dans des refus catégoriques. Partie de quitte ou double : si Londres n'était pas parvenu à un accord associant Mugabe et Nkomo, le « gouvernement » de Salisbury, seul interlocuteur, aurait reçu une nouvelle, et éclatante, légalité ! Ce pari a été perdu... Les forces conservatrices, et surtout la minorité blanche, ont néanmoins obtenu des garanties qui peuvent apparaître comme autant de points d'échec pour le Front patriotique.

On peut penser en effet que celui-ci a dû lâcher beaucoup du lest. Il a dû, par exemple, accepter, contre tous ses principes, une représentation séparée des Blancs au Parlement, se montrer conciliant sur les problèmes fonciers et l'indemnisation des colons européens. Il a dû admettre que subsistent les forces armées et la police de Salisbury sous leur commandement actuel. En fait, ce me semble, il a dû globalement modifier son état d'esprit, reconnaître qu'il fallait parvenir à un accord, c'est-à-dire ne pas vouloir tout tout de suite, et ne pas voir en tout des desseins machiavéliques. Un exemple typique : en 1977, le Front patriotique, et plus précisément la Zanu, refusait catégoriquement une des clauses des propositions anglo-américaines, concernant la création d'un Fonds de développement du Zimbabwe ; pour les mouvements de libération, c'était une manœuvre destinée à favoriser le développement d'une bourgeoisie noire, alliée du capital étranger. En 1979, le Front patriotique a tout particulièrement insisté sur la nécessité d'instituer un tel Fonds, et pour que les Etats-Unis y participent.



Abel Murozewa. Sygma



Nkomo. Sygma

A n'en pas douter, le Front était forcé de se montrer conciliant : par crainte, d'une part, de voir Londres s'entendre avec le seul Muzorewa. Par nécessité matérielle aussi : les violents raids rhodésiens contre le Mozambique et la Zambie ont gravement atteint le potentiel économique de ces pays, qui ont besoin de la paix et ont pu user avec leurs amis du Zimbabwe d'arguments plus décisifs qu'en 1977. Mais le Front n'a pas capitulé, loin de là ; il a même remporté des succès très appréciables et, curieusement surtout, ce que l'on n'attendait pas, dans la deuxième phase des discussions, portant sur la période de transition avant les élections. La durée de cette période (quatre mois sans doute) sera sensiblement plus longue que ne le souhaitait Londres ; le contingent du Commonwealth — qui devait être peu nombreux et confiné dans une fonction d'observation — comptera au moins un millier d'hommes, sera véritablement une force de maintien de l'ordre et restera dans le pays jusqu'à ce que l'autorité du nouveau gouvernement soit reconnue et l'indépendance accordée ; les troupes du Front seront traitées par le gouvernement britannique de la même façon que l'armée de Salisbury. Ce sont là, pour des guerilleros qui avaient quelque motif de craindre un piège, de très sérieuses garanties.

A n'en pas douter, l'attitude du Front patriotique, solidement apppuyé par des pays comme la Tanzanie, le Mozambique, la Zambie, a été finalement payante. Les manœuvres les plus diverses n'ont pas réussi à entamer son unité dans la négociation, et une alliance de fermeté et d'esprit de conciliation lui a permis de faire renoncer Lord Carrington à sa tactique des ultimatums au profit d'une approche plus nuancée.

Reste maintenant à gagner la paix, ou la bataille politique. Ce ne sera pas une tâche aisée. Il n'est pas simple de passer de la guerilla à la campagne électorale, de la clandestinité aux feux de la rampe, dans une atmosphère qui sera sans doute marquée à l'intérieur par les provocations, à l'extérieur par les pressions, et notamment celles de l'Afrique du Sud, qui n'a pas caché, ces derniers temps, son intention d'intervenir si le « chaos » menaçait de s'instaurer : le « communisme », c'est-à-dire en fait le nationalisme africain que représente le Front patriotique, n'est-il pas déjà le chaos pour Pretoria ?

Pour qu'une paix réelle s'instaure, un certain nombre de conditions sont indispensables. Il faut d'abord, sans nul doute, que le Front patriotique sache rester uni, ce qui sera peut-être plus difficile qu'autour du tapis vert de Londres. Cela ne dépend pas seulement de la sagesse des leaders. Ils devront affronter de toute façon, à l'intérieur, beaucoup de manœuvres de division. Il conviendrait que, à l'extérieur, aucune puissance étrangère ne cherche à pousser en avant « son » allié. Il faut, ensuite, que les élections se déroulent de façon démocratique : la responsabilité de la Grande-Bretagne et des pays du Commonwealth est considérable sur ce point. Il faut encore que ne plane pas, dans les mois à venir, la menace d'une intervention sud-africaine. D'ores et déjà des pays comme l'U.r.s.s. , la R.d.a., la Yougoslavie ont fait savoir qu'il ne la toléreraient pas : il faut que les pays occidentaux affirment une position comparable. Il convient enfin que chacune des parties accepte le verdict des urnes, et que le Zimbabwe s'engage dans un processus démocratique. Voilà beaucoup de conditions difficiles à remplir : il n'est pas inutile sans doute, que les socialistes français, comme l'ensemble de l'Internationale socialiste, se sentent concernés et contribuent, pour leur part, à accroître les chances de paix. ●

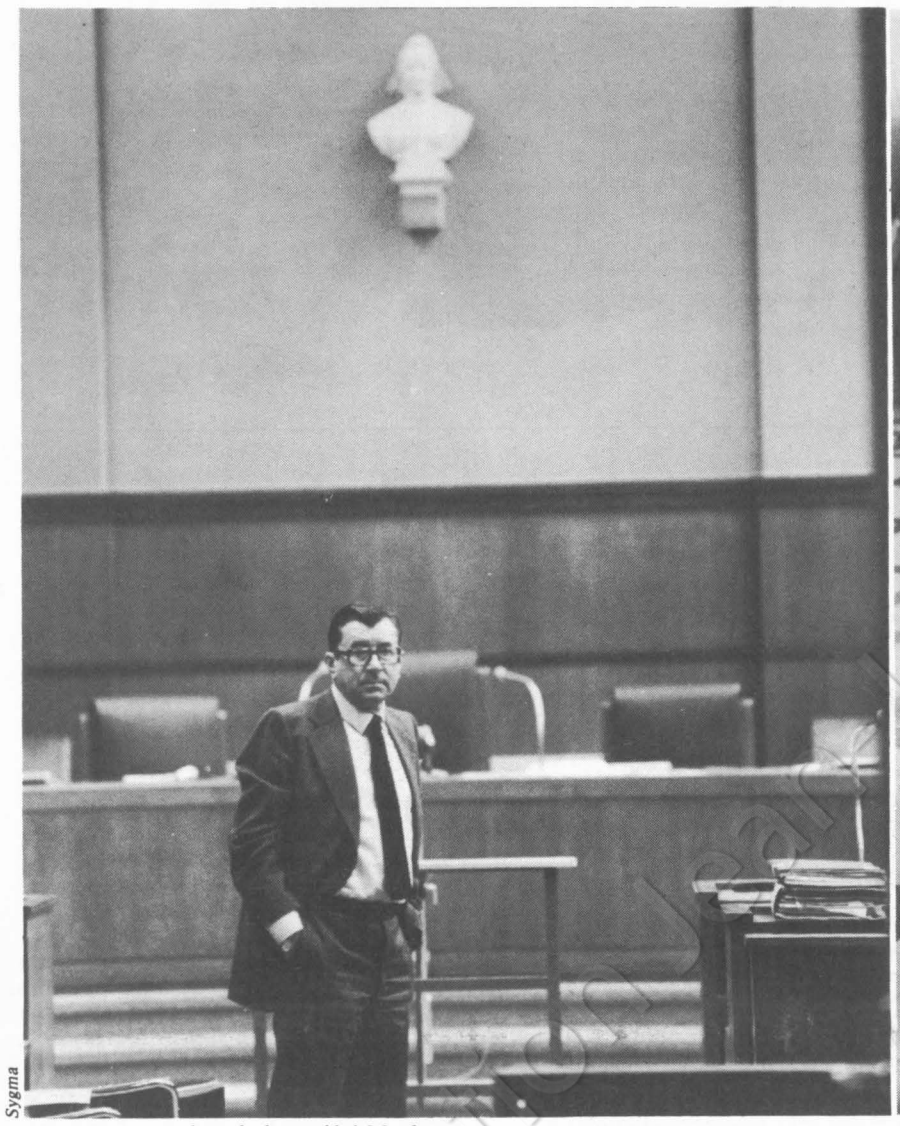
Talc Morhange: ça n'arrive pas qu'aux autres

L'insécurité du consommateur français est dramatiquement illustrée par les petites victimes du talc Morhange. Personne n'est à l'abri de l'accident dû à des produits mortels, seule une législation rigoureuse serait efficace

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

UN matin d'avril 1972 Florence, deux mois, refusait son biberon, dans la journée elle fut prise de vomissements, quatre jours après elle mourait. A cause du talc Morhange. Trente-cinq autres bébés sont morts ainsi. Cent soixante-dix enfants ont pu être sauvés mais sont handicapés à vie. Romuald, le frère de Florence, a aujourd'hui neuf ans — il ne marchera jamais. A cause du talc Morhange. Du talc qui contenait un produit mortel : l'hexachlorophène.

L'affaire était presque oubliée. Il aura fallu plus de sept ans pour qu'elle soit jugée. Mais qui est coupable ? « Ce n'est pas le procès de l'hexachlorophène », a souvent répété le président du tribunal de Pontoise lors des audiences qui se sont déroulées pendant plus d'un mois. On aurait pu le croire à écouter les querelles des experts : faut-il dorénavant proscrire totalement ce produit ou est-il encore utile de l'employer à condition de respecter scrupuleusement les doses ? Le vrai problème n'est sans doute pas là : la plupart des produits pharmaceutiques sont dangereux au-delà d'une certaine dose. Mais comment a-t-il pu se faire qu'un jour trente-neuf kilos d'hexachlorophène aient été mélangés à six cent kilos de talc, la concentration du talc passant alors à 6,35 % au lieu de 0,1 % ?



Sygma

Paul Berty, p.-d.g. de la société Morhange.



Sygma

Les familles des petites victimes au procès.

La faute à pas de chance

Aux bancs des accusés, c'est la bousculade. Six inculpés. Paul Berty, p.-d.g. de la société Morhange qui vendait le talc. Paul Maillard et Jean Brunet, directeurs de la Setico — entreprise qui conditionnait le talc — et deux de leurs employés. Enfin Hubert Flahaut, directeur de la société Givaudan qui fabrique l'hexachlorophène. Au procès chacun s'est renvoyé la balle : personne ne se sent responsable de « l'erreur ». Chacun estime que le contrôle aurait dû être fait par « l'autre ». Quant au p.-d.g. de la société Givaudan, il dénie « toute responsabilité et toute faute dans ce malheur ». C'est la faute à pas de chance, voilà tout. C'est donc par pure philanthropie que la société Givaudan a proposé des sommes importantes — environ cinquante mille francs pour un enfant mort — aux familles victimes à titre d'indemnisation. Et à condition qu'elles renoncent à toute poursuite judiciaire. Lassitude ? Désir d'oublier le drame ? La plupart des familles se sont laissé convaincre. Quelques parents ont tenu bon. « Pour que les responsables ne s'en tirent pas à si bon compte. » Des associations de consommateurs se sont portées partie civile — l'Union fédérale des consommateurs (U.f.c.) et l'Union nationale des Associations familiales (Unaf).

Le vrai bazar

Luc Bihl, avocat de l'Unaf, grand spécialiste du droit de la consommation, explique pourquoi : « C'est un accident très significatif. Il ne s'est pas produit par hasard. Chez Sedico, le conditionneur, c'était le vrai bazar. Ils employaient des ouvriers sans aucune qualification et sans même les former ! Et la société Givaudan livrait l'hexachlorophène par fûts de cinquante kilos sans notice d'information. Elle savait très bien que le produit était mortel à plus de 3 %. Elle s'est bien gardée de le dire... pour continuer de le vendre aussi bien ! »

Il faut dire que le marché de l'hexachlorophène est important. Certaines sociétés clientes de Givaudan comme Orlane et l'Oréal sont d'ailleurs venues à la rescousse pour affirmer à la barre des témoins qu'elles avaient reçu, bien avant « l'affaire », des brochures d'information sur les propriétés de l'hexachlorophène. L'U.f.c., quant à elle, réclame cent mille francs de dommages et intérêts : le prix d'une enquête sur les cosmétiques utilisant de l'hexachlorophène.

Le procureur du tribunal de Pontoise a d'ailleurs accusé la société Givaudan d'avoir volontairement dissimulé la toxicité du produit. Son réquisitoire n'a pas été tendre non plus pour la direction de Setico, à qui il a reproché de « graves négligences, une inconscience dans la gestion de l'entreprise ». Mais les peines requises, qui vont de un mois à quinze mois de prison avec sursis, paraissent bien légères et fort peu dissuasives. Certes, aucune peine ne peut sembler « juste » au regard de la mort de dizaine d'enfants. Mais au-delà du drame de 1972, un problème reste posé, celui de la sécurité des consommateurs (1). Chaque année il y a en France des milliers de morts dues à des produits dangereux. « Ces accidents sont plus nombreux et plus graves

(1) Michel Rocard vient de déposer une proposition de loi visant à combler les graves lacunes de la législation française dans ce domaine.



que les accidents du travail, affirme Luc Bihl. Pour la plupart, on n'en parle jamais. »

On connaît précisément le nombre des accidents du travail mais aucune statistique n'existe sur ces accidents « de consommation » causés par des médicaments, des produits d'entretien, des denrées alimentaires. Aux Etats-Unis où les statistiques existent dans ce domaine ces accidents sont de l'ordre de huit millions par an.

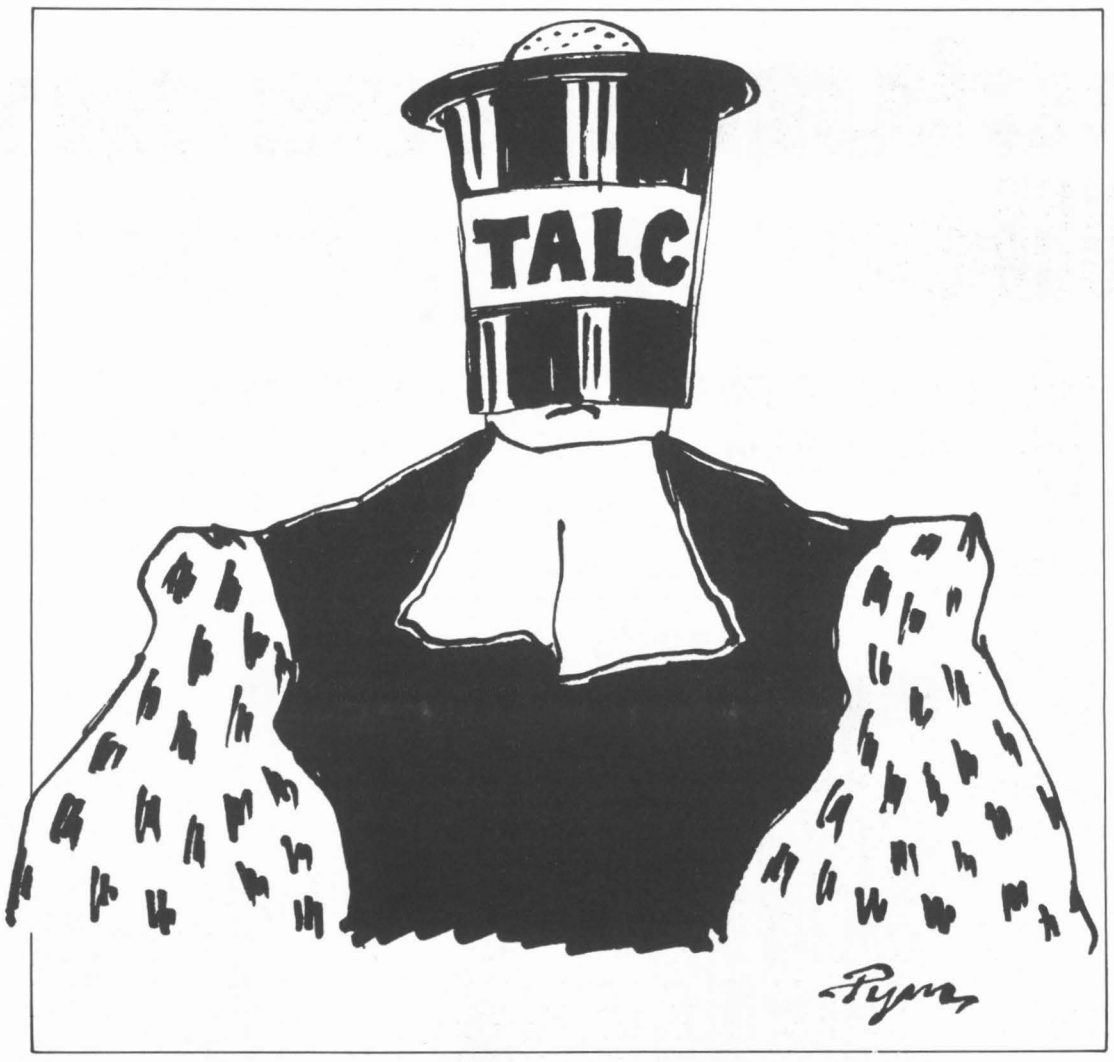
Viser le portefeuille

« Cela coûte cher de faire les contrôles de sécurité, explique Luc Bihl. Et informer clairement les clients des dangers de tel ou tel produit, c'est mauvais pour la vente. Les entreprises font volontairement courir des risques aux consommateurs. »

En cas d'accident, de maladie, la responsabilité de l'entreprise est rarement recherchée et c'est la Sécurité sociale, donc la collectivité nationale, qui en assume les coûts...

Au nom du droit à la sécurité des consommateurs, l'Union nationale des associations familiales réclame au tribunal de Pontoise cinq millions de francs de dommages et intérêts. C'est la première fois en France qu'une organisation de consommateurs ose demander une somme si importante. Les tribunaux ont en effet coutume d'accorder des sommes plutôt dérisoires aux associations de consommateurs qui se portent partie civile — mille à trois mille francs de dommages-intérêts dans la jurisprudence actuelle. Cela n'est guère dissuasif pour des entreprises qui font des chiffres d'affaire annuels de plusieurs dizaines (ou centaines) de millions de francs ! Et cela ne donne pas aux associations de consommateurs les moyens nécessaires pour financer des enquêtes toujours coûteuses. Aux Etats-Unis, en revanche, la force principale de Ralf Nader et des consommateurs réside dans l'extrême sévérité des tribunaux. En 1979, la Cour d'appel du Michigan a condamné General Motors a 1 250 000 dollars de dommages et intérêts. Motif : un réservoir d'essence mal conçu avait provoqué le décès d'un automobiliste. « Actuellement, affirme Me Bihl, il n'y a en France ni prévention ni sanctions réelles. Lorsque nous demandons cinq millions de francs de dommages et intérêts nous savons que c'est beaucoup en regard de la jurisprudence française. Mais il faut comparer cette somme au chiffre d'affaire de la société Givaudan : quarante millions de francs par an pour la fabrication d'hexachlorophène. C'est pour gagner plus d'argent que les entreprises économisent sur la sécurité et refusent d'informer sur les dangers des produits : c'est donc au portefeuille qu'il faut les viser. »

Faute de quoi les entreprises persisteraient à récidiver : N'oublions pas que Givaudan est la filiale française de la multinatonale Hoffman-Laroche rendue tristement célèbre par l'affaire de Seveso en Italie : une usine qui fabrique le trichlorophénol, molécule de base de... l'hexachlorophène. Comme le monde est petit ! ●



PUBLICITE

L'automobile : phénomène social, facteur économique ?

Dans le marasme économique que connaît la France depuis un certain nombre d'années, l'automobile demeure une activité en constante expansion. Les constructeurs annoncent chaque mois des records de production. Ce sont des chiffres indiscutables.

Mais que devient cette production ? Pour satisfaire au besoin de cette enquête, nous avons choisi dans les réseaux de distributeurs, un concessionnaire Renault et plus particulièrement les Ets Abbé-Groult-Automobile, 107, rue de l'Abbé-Groult, Paris 15e.

Pourquoi Renault ? Pourquoi ce concessionnaire ? Renault parce qu'il est, d'une part, la seule firme automobile nationalisée et, d'autre part, le numéro un en France et en Europe. Cette concession ? Parce qu'elle est située à Paris dans le 15e, arrondissement à forte densité démographique et sociologiquement très représentatif.

Messieurs Bernard Prunier et André Kleltz ont bien voulu répondre à nos questions et ce sont leurs réponses que nous publions ci-dessous.

— Pourriez-vous, pour nos lecteurs, situer en quelques chiffres ce que représente l'automobile, en général, dans notre pays au plan de la production et de l'emploi.

BERNARD PRUNIER : Volontiers. Comparons simplement 1950, 1970, 1978 (dernières statistiques connues).

1950 : production : 350 000 véhicules - emplois : 400 000. 1970 : production : 2 500 000 véhicules - emplois : 750 000. 1978 : production : 3 500 000 véhicules - emplois : 1 000 000. Je préciserai que dans l'emploi il faut distinguer les emplois directs — constructeurs — et indirects — sous-traitants et distributeurs. Quant à la production nationale qui représente 8 % de la production mondiale, le marché métropolitain immatricule annuellement près de deux millions de véhicules. L'exportation quant à elle représente près de 43 % de la production totale et Renault en assure pratiquement à lui seul la moitié (46 %).

— Ce sont des chiffres très importants, mais nous aimerions « descendre » au niveau de la distribution et comprendre ce phénomène social qui assure, malgré tout, cet essor à l'automobile.

BERNARD PRUNIER : Pour ce faire je laisse notre directeur des ventes vous répondre.

ANDRE KLELTZ : Les problèmes de l'énergie, l'évolution des prix, la limitation de vitesse, les difficultés du stationnement en ville devaient logiquement freiner l'évolution du marché automobile. Malgré toutes ces entraves, on note pour les huit premiers mois de 1979 une augmentation des immatriculations de véhicules neufs de 6 % sur l'ensemble de la France. Mais ces nombreux obstacles qui se dressent face à l'automobile ont amené depuis plusieurs années les professionnels à se poser des questions sur l'évolution de leurs activités commerciales et d'après vente.

— Quelles sont-elles ?

A.K. : Les incessantes augmentations du prix du carburant ont depuis 4 ans fait redouter un ralentissement des ventes. Celles-ci ont, en fait, marqué le pas début 1975. Une reprise très nette vient compenser dans les 4 derniers mois la récession du printemps et depuis cette époque le marché n'a cessé de progresser.

Quand nous parlons de marché, nous parlons bien sûr de l'ensemble des immatriculations faites par toutes les marques françaises et étrangères sur la France entière. En ce qui concerne Abbé-Groult-Automobile, j'ai plaisir à vous confirmer que pour les dix premiers mois de 1979 nous enregistrons 7 % de livraisons de plus par rapport à la même période de 1978.

— Etonnant. Mais quittons un instant le stade de la distribution et dites-nous quels sont les efforts des constructeurs pour enrayer en partie les effets de la hausse des carburants et des nombreux obstacles que vous évoquiez à l'instant ?

A.K. : Les bureaux d'études ont concentré leurs efforts et leur créativité sur l'amélioration du rendement énergétique des moteurs et l'adaptation des rapports de transmission à la puissance disponible. Renault, par exemple, a équipé la Renault 5 d'un moteur de 1300 cm³ (au lieu du 950 cm³) qui, a régime moyen, a permis une diminution de consommation de près de 20 %.

— Est-ce alors un regain des ventes uniquement des petites voitures ?

A.K. : Non, pas exclusivement, pour les véhicules de haut de gamme, les boîtes à cinq vitesses se généralisant, on constate aussi une économie sensible du carburant. De ce fait, à vitesses égales, les voitures de 1980, consomment entre 10 à 20 % de moins sur route et autoroute que les voitures de 1974. Le rapport puissance fiscale-consommation est désormais infirmé par l'expérience.

— Mais le budget automobile ne se limite pas qu'à l'achat du véhicule et du carburant. Le coût de l'entretien n'a-t-il pas considérablement augmenté ces dernières années ?

B.P. : Il est indiscutable que le prix des pièces de rechange a subi de nombreuses augmentations, au demeurant, proportionnelles à l'inflation générale. La facturation de la main-d'œuvre, quant à elle, a connu une progression plus lente. La fiabilité des matériels, l'introduction de l'électronique dans la réparation, ont contribué ces dernières années à une évolution profonde dont, nous le pensons, l'utilisateur est largement bénéficiaire. 100 000 km pour un moteur, 200 000 km potentiels pour une boîte de vitesses, 80 000 km pour un embrayage, ainsi que les amortisseurs, sont aujourd'hui des performances constatées. Le « diagnostic-révision » préconisé par les constructeurs et très particulièrement par Renault, est une intervention préventive qui assure la minoration des coûts de réparation et la longévité du véhicule. Ces constatations ressortent dans les budgets de gestion, notamment des parcs automobiles de trois à cinq cents véhicules de grandes sociétés.

— Alors peut-on dire que rien ne peut ralentir cette progression constante du marché, comme vous dites, et pouvez-vous conclure que l'automobile a encore son avenir devant elle ?

B.P. : Conclure ? Vous savez l'automobile c'est un vaste sujet aux effets sociologiques et économiques qu'on ne soupçonne guère. L'homme est un individualiste épris de liberté. Je crois sincèrement que l'automobile répond à cette double aspiration. L'automobile évoluera encore dans ses techniques. Les événements liés au pétrole pousseront les ingénieurs dans des recherches dans le domaine de l'énergie mais aussi et toujours vers plus de sécurité et plus de confort.

Mais jusqu'où peuvent aller les pouvoirs publics au risque de tuer la « poule aux œufs d'or » que représente fiscalement l'automobile ? Avez-vous imaginé que les deux millions de véhicules immatriculés chaque année rapportent dans les caisses de l'Etat environ cinq cent cinquante millions de nouveaux francs au titre de la vignette et quinze milliards de nouveaux francs, également au titre de la TVA. Ces chiffres donnent presque le vertige surtout si je les ramène à une concession moyenne comme la nôtre : soixante-quinze employés ; mille deux cents véhicules neufs et sept cents véhicules d'occasion livrés par an, 1500 m³ de pièces de rechange utilisées et négociées en moyenne annuellement.

Restant de la sorte une affaire à dimension humaine, nous nous félicitons de connaître pratiquement chacun de nos clients, ce qui est le gage d'un meilleur service dans tous les domaines.

— Sans doute et nous le ressentons, auriez-vous matière à développer plus encore ce vaste projet ?

B.P. : Oui bien sûr. Si nous avons pu répondre à vos interrogations et donner un certain éclairage, pour incomplet qu'il soit forcément, du problème automobile, à vos lecteurs, nous en serions satisfaits.



7 CV. Petite en ville, grande sur route.

Architecture : les amants de la ville

Longtemps boudée, dédaignée puis massacrée, la ville retrouve ses amoureux : des architectes et des urbanistes bien décidés à sauver ce qui peut encore l'être

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

A quoi servent les architectes ? Pour qui travaillent-ils ? A regarder autour de lui, l'habitant de cette fin de siècle est en droit de s'interroger. Où, dans la « diversité » des formes urbaines qui l'entourent — béton vertical, barres en précontraint, altuglass en rond, maisonnettes préfabriquées, radiales et rocades... — le citadin modestement cultivé peut-il retrouver la marque du génie ? Ou même, plus simplement, la patte d'un technicien indispensable ?

L'urbanisme destructeur et inhumain de la deuxième moitié du XXe siècle a largement fait la preuve de son incapacité à résoudre nos problèmes. Pourtant, il continue à sévir. Exemple : la démolition des entrepôts de Bercy a commencé, pour permettre l'édification d'un monument imbécile, un de plus dans Paris.

Il est malgré tout des architectes qui refusent de se prêter à cette pantomime. Depuis une dizaine d'années, leur réflexion sur leur rôle, sur les conditions de construction, les pratiques urbaines et la production architecturale n'a pas cessé de s'approfondir. Dans le monde entier, en Europe en particulier, cette nouvelle école faite de modestie et de remise en cause globale de la société a de plus en plus de partisans. Elle avait un lieu d'expression privilégié, l'institut de la Cambre, à Bruxelles. Elle vient de le perdre.

Au cours de l'été, le gouvernement belge a décidé d'y supprimer certains cours, en particulier de sciences humaines, excluant par là même trente-deux professeurs. Depuis deux mois, les étudiants sont en grève, revendicant la réintégration des enseignants mais surtout la spécificité de l'école, la diversité de ses enseignements qui faisait sa réputation internationale. Une école où s'enseignait l'art de créer de belles villes, de les réparer. La seule en Europe. Ainsi la Cambre était-elle la seule à lier les cours de construction à des projets architecturaux : cette originalité aussi a été détruite ; les cours techniques sont maintenant fragmentés ; on veut se contenter d'y apprendre le « zoning », la préfabrication, l'énergie solaire et les ordinateurs. Quant à l'originalité du programme, qui consistait à insister sur l'économie politique, la théorie et l'histoire de l'art, elle est en voie d'abandon.

Réaction en force de l'Ordre

Ce gâchis parce que la Cambre dérangeait. On y enseignait non plus seulement à construire mais à prendre en compte les besoins de la population ; on y critiquait la production actuelle ; et surtout on y participait aux luttes urbaines. C'était là que les comités de quartier et les associations de défense, très actifs à Bruxelles, trouvaient l'aide indispensable à leurs contre-projets. Si bien que les étudiants sortis de la Cambre se révèlent inaptes au service dans les grands bureaux d'études, refusant de détruire un peu plus une ville qu'ils avaient été formés à sauver.

De là à les accuser de ne pas savoir construire, il y avait un petit pas ; vite franchi : c'est sous le prétexte de donner plus de place à l'enseignement technique que les cours de sciences humaines ont été supprimés. Ce type d'argument, nous le connaissons aussi en France. Le rapport Lamarousse sur l'enseignement de l'architecture développe les mêmes griefs, oubliant de s'interroger sur la qualité de ce que construisent les générations précédentes. Oubliant aussi que ces enseignants qui « ne savent pas construire » sont systématiquement primés dans les concours organisés par l'Etat lui-même.

Ici s'arrête la comparaison avec l'expérience bruxelloise. L'échelle est tout autre dans les vingt-neuf unités pédagogiques du territoire français : la Cambre regroupe environ deux cent vingt à deux cent cinquante étudiants, pour mille cinq cent à deux mille dans une U.p. parisienne. La structure, mise en place après 1968, y est très différente. 80 % des professeurs y sont enseignants avant d'être praticiens, donc peu liés à l'Ordre des architectes. Dans certaines U.p., on continue à ronronner, sans se préoccuper d'organiser des rencontres ou d'éditer des revues. Dans d'autres, un peu plus nombreuses, le débat est parfois riche mais encombré de querelles personnelles et de concurrences. Si bien que les étudiants sont mal suivis, souvent paumés, entre ces coteries.

Il y aurait mieux à faire face à la réaction en force de l'Ordre. Son souhait : réduire le nombre d'étudiants pour garantir le caractère libéral de la profession, pour que l'inflation de diplômés n'encourage pas les services municipaux et les établissements publics à établir leurs propres projets.

En Belgique aussi l'Ordre est très puissant. Le démantèlement de la Cambre est sans doute une victoire à son actif, comme elle l'est pour les promoteurs. De même, la réflexion de la Cambre était très précieuse pour la France, où se développe une nouvelle recherche, depuis cint-sept ans, en réaction contre l'inculture systématique des architectes diplômés depuis les années cinquante. A la recherche de références, des mouvements oubliés ont été redécouverts : les cités-jardins, les modernes éclipsés par Le Corbusier, les débuts du logement social.

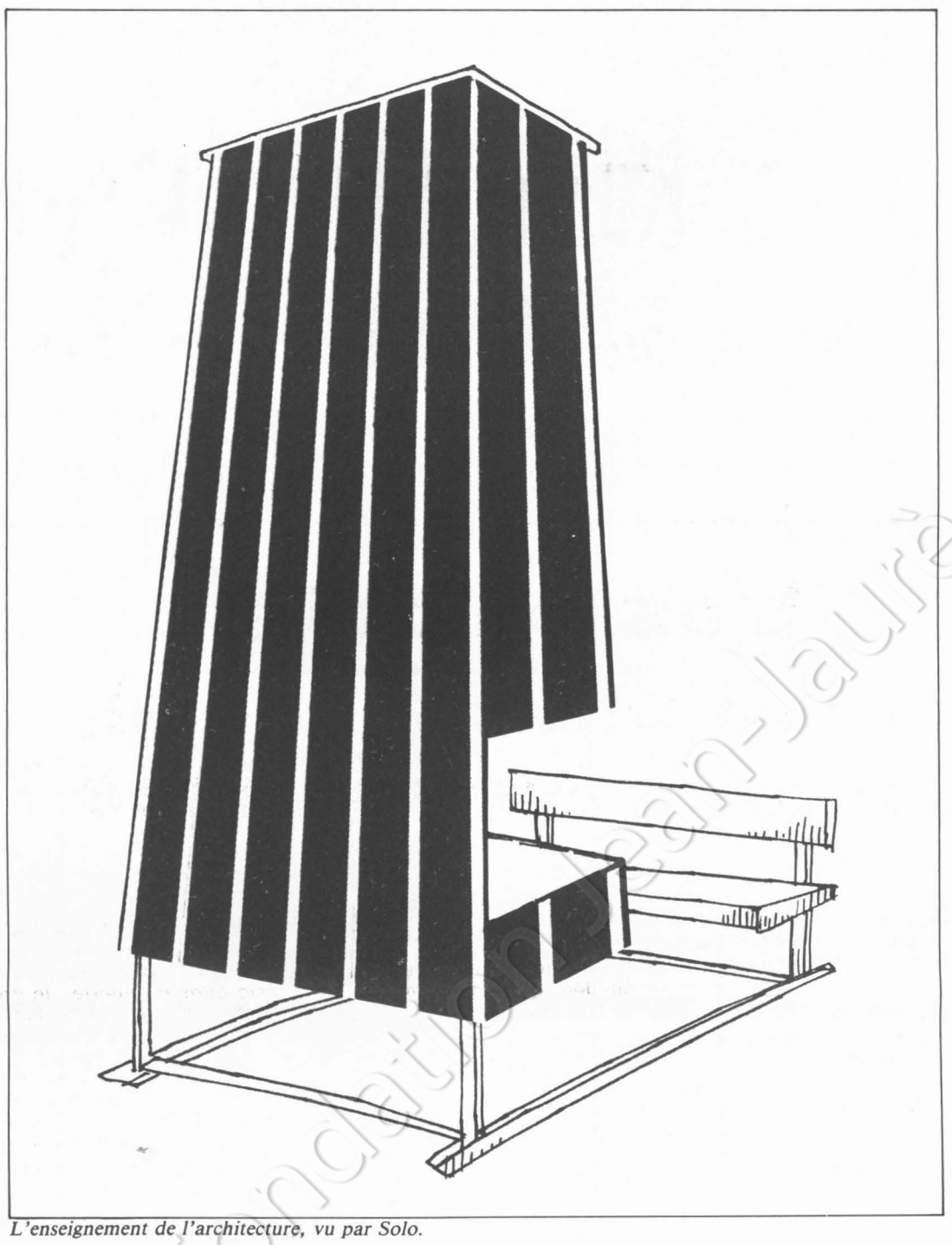
Ce mouvement participe à une tendance mondiale, celle qui proclame son amour de la ville, convaincue de l'urgence d'une intervention pour la réparer, pas seulement la réhabiliter, la nettoyer. En conflit direct avec les technocrates de l'architecture fonctionnelle, ce mouvement refuse par exemple de laisser sacrifier la paix des citadins à l'élargissement d'une voie de circulation. Ce qui, de fil en aiguille, de résistance en résistance, entraîne à rejeter l'ensemble du modèle industriel, à remettre en cause la globalité du mode de production.

Maurice Culot, ancien animateur de la Cambre, en est ainsi venu à proposer à ses élèves et aux architectes de participer à un projet global. « Un projet qui intègre l'acquis des luttes légitimes des habitants, qui prend en ligne de compte la dimension utopique d'une ville où les fonctions ne seraient plus isolées les unes des autres, où les quartiers offriraient à la fois habitat, plaisir et travail, où l'accent serait mis sur la communication entre les personnes et non sur une vaine mobilité, où la division formelle du travail aurait disparu. » Un projet qui refuse de mettre au rebut ce qui peut encore servir. Un projet de résistance à cette « industrialisation à outrance, sans autre projet que la consommation, qui a conduit à la destruction des villes et des campagnes ».

Forte personnalité, aimé et haï, Maurice Culot récolte aujourd'hui la tempête semée à coups de ce qu'il appelle, comme Marcuse, ses « provocations pédagogiques ».

Pour que l'urbanisme retrouve le fil de la tradition tranché par la civilisation industrielle, il préconise l'étude des modèles de base qui prennent l'homme pour mesure, tel la ville du XVIIIe, elle qui privilégiait l'espace public, le quartier, la place, la rue. D'où son refus de toute construction postérieure à 1930. D'où aussi son refus de toute destruction. Discours provocant et cohérent, destiné à faire réagir les architectes, à les pousser dans leurs derniers retranchements : lorsqu'il constate que la sacrosainte « créativité » de l'architecte a conduit dans 90 % des cas à des catastrophes, il en déduit, ultime provocation pédagogique : ne créons plus, jusqu'à nouvel ordre.

Dans le refus de la prouesse individuelle, Maurice Culot forme ses étudiants à servir les habitants, « à rejeter avec force la ville américaine pour devenir sauvagement européens ». Sur cette base, il va créer une école nouvelle, avec les étudiants et les enseignants en rupture de la Cambre. Une école européenne, invitant des professeurs d'Italie, d'Angleterre ou de France. Au programme, perspective grisante : sauver la ville. ●



L'enseignement de l'architecture, vu par Solo.



Fac-similé du journal animé par Maurice Culot « Archives d'architecture moderne ».

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

DEMANDES D'EMPLOI

Homme 27 ans C.a.p. 1979 expériences professionnelles diverses depuis dix ans cherche stage 1ere année (barreaux de Paris, Créteil ou Evry).

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Bibliothécaire trente ans. Licence diplômes CAFB Jeunesse et lecture publique huit ans expérience cherche poste région parisienne ou Ouest. Noëlle Laugier 25 rue Renaudeau 77300 Fontainebleau. Tél : 422.21.92.

Recherche place d'aide métreur maçonnerie (2 années métré) le plus rapidement possible.

S'adresser à Pierre Zimmer 1, square de l'Horloge 94000 Vitry. Tél : 682.04.06 ou 207.52.47 (matin).

Conseiller social, la quarantaine, docteur en droit (droit du travail), quinze ans d'activité dans services de personnel d'entreprises. Expérience vie associative et gestion municipale. Grandes facilités de déplacement France ou étranger. Etudiera toutes propositions en rapport.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009 Paris) qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI

Maire de Lorient recrute pour son Cabinet collaborateur titulaire d'un diplôme de l'Enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance des affaires régionales, expérience journalistique appréciée.

Adresser candidature avec curriculum vitae avant 14 décembre à : Jean Lagarde Maire de Lorient (56321).

Ville de Chilly-Mazarin recherche des responsables de centres de loisirs titulaires du B.A.F.D.

Adresser candidatures à M. le maire de Chilly-Mazarin. Tél : 909.10.13.

Ville des Yvelines (8 500 habitants) en expansion cherche animateur - service municipal enfance. Administration. Animation. Coordination. Titulaire BAFD + cycle Capase. Grille rédacteur communal.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009 Paris) qui transmettra.

Conseils généraux socialistes recherchent directeurs de conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.a.u.e.) ayant les qualités suivantes :

— 5 ans d'expérience en urbanisme ou architecture ;
— connaissance des méthodes de gestion administrative ;
— intérêt et aptitude pour des actions pédagogiques et d'animation ;
— emploi à plein temps ;
— résidence sur place :
1°) Indre ;
2°) autres départements.

Envoyer C.v. à M. le Président du Conseil général de l'Indre, préfecture. B.p. 583 - 36019 Châteauroux Cédex.

IMMOBILIER

Tende (06). Vacances Noël. 2/4 personnes. 2 pièces Kitch. S.d.b. Ski à 10 km. Mer à 50 km. Confort. Services divers. Prix raisonnable. 775.17.24.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 26,50 à 32,50 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

L'index des articles du « Poing et la Rose », « l'Unité, Communes de France », N.r.s. et propositions de lois socialistes, **15 décembre 78-30 juin 79** est sorti dans la N.r.s. n° 43 (15 F à l'ordre de la N.r.s.).

Commandes à N.r.s., 195 bd St Germain, 75007 Paris.

livres

La valse des mots et des valeurs

Lamennais, Tocqueville, Joseph de Maistre à la barre ! La confusion idéologique actuelle d'une certaine gauche résulte d'abord d'une crise d'identité

Sygma



Calicot photographié lors d'une manifestation à la mémoire de la Commune, en 1973.

SOUS le titre « le Syndrome de la gauche » (Grasset), Michel Charzat, secrétaire national du P.s. et l'un des principaux animateurs du Ceres, vient de publier un livre de trois cents pages qui sort un peu de l'ordinaire des ouvrages de sociologie politique. Partant de l'idée qu'une effroyable confusion affecte aujourd'hui la réflexion et l'action politique de la gauche, l'auteur préconise une remise en ordre qui doit se faire selon lui à partir d'un regard neuf sur l'Histoire, sur le temps et sur l'espace, sur les différents éléments qui composent la conscience de la gauche. C'est l'un des objectifs, affirme Charzat, du Projet socialiste.

Nous publions ici en « bonnes feuilles » un extrait de la première partie du livre où l'auteur décrit ce qu'il appelle la valse des mots et des valeurs.

PAR MICHEL CHARZAT

MÊME lorsque son pouvoir n'est pas franchement menacé, l'ordre conservateur est hanté par le spectre de la rencontre de l'esprit de révolte avec la raison révoltée. La droite a toujours compris la nécessité pour elle de brouiller les pistes, de manipuler les idées-forces et les galaxies idéologiques, de multiplier les erreurs d'aiguillage. L'idéologie de la gauche fait penser à une banquise : son système de valeurs dérive sans cesse, poussé par les tourbillons contradictoires de la révolte et de la révolution.

La manipulation des significations et des mots est devenue, depuis quelques décennies, l'exercice préféré des vampires de l'air du temps. Les détournements de sens, de vocabulaire, les transferts de valeurs permettent, au carrefour des multitudes, d'aiguiller vers l'ordre établi les files de mécontents et de révoltés.

L'Allemagne des années trente offre l'exemple de manipulations idéologiques et psychologiques du langage tendant à placer les classes moyennes dans l'orbite de l'extrême droite. Le national-socialisme investit toute l'énergie de son langage dans les « imaginaires » collectifs. Les classes moyennes se retrouvent dans la dénonciation du système de Weimar ; un premier courant, néo-conservateur, combat toute tendance à la socialisation, alors qu'un second — national-révolutionnaire — exalte la lutte contre le capitalisme. Le national-socialisme « va se déclarer à l'intersection de ces langues apparemment opposées ou inverses ». L'Allemagne « nationale-révolutionnaire » contribue à détourner de leur sens les concepts et les symboles utilisés par la gauche. Jean-Pierre Faye dans ses « Langages totalitaires » nous rappelle que si le langage idéologique n'est pas propre à une classe ou à un mode de production spécifique, il n'en constitue pas pour autant un milieu, neutre, de



Le Mur des Fédérés.

« communications ». On ne saurait en effet réduire les problèmes sémantiques à des dimensions techniques. La lutte des classes se développe dans toutes ses dimensions matérielles, dont le langage. Ainsi, le mot camarade (*Genosse*) lié au vocabulaire de la gauche anticapitaliste est-il détourné par le nazisme. *Volksgenosse* : le terme semble encore plus à « gauche » mais il joue sur l'ambiguïté du terme *Volk* (à la fois peuple et race). L'anticapitalisme de circonstance et l'antisémitisme de fixation pourront converger dans la maxime : « Aucun juif ne peut être *Volksgenosse* (camarade de race). » De même le terme *Nationalsozialismus* opère la jonction symbolique entre les deux pôles révolutionnaires, conservateur et marxiste, ligués contre le régime de Weimar.

En Italie et en France le vocable « libéral » a servi — et sert — à d'étranges va-et-vient idéologiques. Dans ses « Notes sur Machiavel », Gramsci montre que, au début du siècle, libéraux, libre-échangistes et anarcho-syndicalistes communient dans un même économisme. L'utopie de la liberté généralisée d'échanger, de produire dans le cadre du capitalisme sauvage ou dans celui de la société syndicaliste permet aux uns et aux autres de se recommander de la résorption de la politique et de l'Etat dans l'économique et le social. Des unités de production, des groupements de producteurs libres s'autorégulant, grâce à la main invisible du marché, représentent le facteur commun aux théoriciens bourgeois du libéralisme économique et aux partisans de l'action directe syndicaliste.

Plus récent, le vocable autogestion n'en est pas moins victime de l'échange généralisé. Par un renversement complet de la vapeur, la Yougoslavie, dont le système avait servi de repoussoir pour éloigner le P.c.f. de l'autogestion, permet au contraire au P.c.f. de se rallier à l'autogestion. A droite la frange moderniste du patronat parle d'*autogestion du poste de travail* tandis que Michel Poniatowski se prononce en faveur de l'*autogestion du temps*.

Les effets d'inculcation et de détournement jouent d'autant plus efficacement qu'ils touchent des couches sociales peu ou mal intégrées dans les rouages modernes de l'économie : jeunes, chômeurs, petits-bourgeois, prolétariat inorganisé. Corrélativement, les conditions de travail, la disci-

pline imposée dans les grandes entreprises ont renforcé certaines dispositions conservatrices des ouvriers (le point d'honneur masculin) dans leur existence domestique. L'effet de détournement peut ainsi conduire la classe dominante, comme ce fut le cas en France, après 1968, à louanger d'abord la classe ouvrière, porteuse de valeurs d'ordre et de conservation sociale face à la montée de la chienlit. Puis à la jeter en pâture, sous prétexte de son archaïsme moral, aux couches salariées avides de nouveauté.

Les conservateurs sont ainsi dédouanés à bon compte : ils acceptent ou appellent de leurs vœux le changement sans le risque. Les révolutionnaires d'aujourd'hui sont pris à revers par les révoltés d'hier. La politique se retourne contre « ceux qui font de la politique ».

Il y a longtemps en effet que les gardiens de l'ordre établi ont compris que la dialectique du progrès et du conservatisme, du mouvement et de l'ordre, ne doit à aucun prix recouper l'antagonisme gauche-droite, socialisme-capitalisme. Les grands principes, les courants de pensée, les mythes sont également pour la classe bourgeoise les enjeux d'une stratégie permanente de déstabilisation intellectuelle de l'adversaire. Nationalisme, pacifisme, défaitisme, bellicisme : ainsi en emporte le vent de ses intérêts de classe. La gauche a constamment sous-estimé l'importance de la lutte culturelle. La droite au contraire a compris l'intérêt de faire accepter par l'ensemble de la société des valeurs qui servent souvent ses intérêts particuliers.

Les tribulations de l'idée de patrie dans nos pays illustrent merveilleusement le cynisme axiologique — appelons-le opportunisme de classe — de la bourgeoisie. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, plus précisément jusqu'à l'affaire Dreyfus, le patriotisme et le nationalisme enflamment les masses populaires. Nicolas Chauvin, brave soldat des guerres de la Révolution et de l'Empire, est un fils du peuple. L'aristocratie, au contraire, se targue volontiers de l'internationalisme du sang bleu... Le soulèvement du peuple de Paris sous la Commune procède autant d'un sentiment patriotique exaspéré que d'une révolte sociale. Monsieur Thiers livre Paris et pactise avec l'envahisseur pour mieux réprimer la subversion intérieure. Soixante-dix ans plus tard, une partie des classes dirigeantes soupire : plutôt Hitler que le Front populaire. Entre-temps la parenthèse patriotique de la revanche avait repoussé à gauche les thèmes de l'internationalisme et du pacifisme. L'armée, après Boulanger, bascule en bloc dans le camp réactionnaire. Les partisans de la revanche, du panache, les masses cocardières sont durablement arrimées au char conservateur.

Grandes passions collectives

La gauche a oscillé entre le pacifisme et le patriotisme, mais souvent à contre-courant : en 1914, officiellement internationaliste, elle voit ses bataillons scolarisés par la République laïque et patriotique, emportés par la vague chauvine. La rigueur de la réflexion d'un Jaurès (son grand ouvrage « l'Armée nouvelle » lui demande trois années de labeur) apparaît bien moins répandue que l'inconséquence d'un Gustave Hervé versant brusquement de l'antipatriotisme théâtral à cette forme d'idiotisme national stigmatisé, en son temps, par Proudhon. Sous le Front populaire, une partie importante de la gauche, socialistes, syndicalistes, libertaires traumatisés par la boucherie de 1914-1918, demeure résolument pacifiste. Face aux menaces des hitlériens, elle prône un défaitisme « révolutionnaire » insensé. Le P.s.o.p. de Marceau Pivert participe à toutes les initiatives pacifistes. Après l'invasion de la Pologne, le nom du leader de l'ancienne Gauche révolutionnaire est mêlé à ceux de Giono, Alain, Jeanson, Victor Margueritte, Félicien Chalaye, signataires d'un manifeste exigeant la *paix immédiate* avec Hitler. En 1939 un défaitisme viscéral de gauche et d'extrême gauche (Mourir pour Dantzig ?) favorise le défaitisme matois des classes dirigeantes échaudées par le Front populaire.

D'autres grandes passions collectives, plus insidieuses, permettent à la droite de s'avancer, masquée, pour déranger le face-à-face gauche/droite. On ne peut dissimuler la survivance d'un certain antisémitisme « de gauche » jusqu'à la veille de l'holocauste nazi, tendance illustrée jadis par Toussenel mais aussi par Proudhon et Blanqui. Quant à l'anticléricalisme militant, ce point de soudure entre les masses ouvrières laïques et la bourgeoisie progressiste, il devint sous la IIIe République le critère suprême séparant le bon grain républicain de l'ivraie réactionnaire. L'unité politique de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre fut ainsi durablement compromise par la question religieuse.

Aujourd'hui le mouvement de balancier semble s'inverser, introduisant de nouvelles contradictions dans la gauche. L'évolution actuelle des débats sur la laïcité montre clairement que le passage à gauche des chrétiens en mouvement contribue à faire dériver du côté du passé un des thèmes traditionnels de la gauche. Le gauchissement des catholiques les plus anticléricaux a pour effet de renvoyer dos à dos les « archaïsmes » conjoints de l'école libre et de l'école laïque. Au fond les catholiques d'avant-garde et les journalistes de gauche teintés de catholicisme ne disent pas autre chose que ceux qui, à droite, souhaitent le statu quo ou une prudente symbiose : la querelle scolaire appartient au passé. « Le Nouvel Observateur » rend hommage à la loi Debré qui avait réussi à « dédramatiser l'affaire ». « Le Monde » approuvant la revue du Ceres, « Repères », d'être sortie du manichéisme s'interroge : « ... à la limite, un enseignement privé, rénové, associant les parents, les maîtres et les élèves ne serait-il pas plus « autogestionnaire » qu'un enseignement public centralisé, autoritaire, où les réformes seraient octroyées ? » La liquidation des structures les plus traditionnelles de l'école confessionnelle entraînerait une « nationalisation » de l'enseignement permettant de réintégrer les prêtres et les religieux dans le service public de l'enseignement.

Au-delà du problème de la laïcité, le passage à gauche des catholiques progressistes se fait avec armes et bagages intellectuels ; ces mutants introduisent dans la gauche et plus particulièrement dans la gauche socialiste un système de pensées, de préoccupations, de comportements et même un vocabulaire particulier qui « fragilisent » le système traditionnel.

Cette remarque ne diminue en rien l'importance du phénomène considérable et prometteur que représente l'évolution continue d'une partie des catholiques vers des positions de classe ; la richesse de leur apport à l'avènement d'une société socialiste contribuera à l'épanouissement d'un authentique pluralisme.

Les aventures des idées décentralisatrices et écologistes illustrent un autre balancement axiologique et sémantique sur fond de migrations collectives. L'écologisme appartient historiquement au patrimoine idéologique de la droite ultraraciste. Louis de Bonald, théoricien de la contre-révolution, écrivait dès 1796 dans sa « Théorie de l'éducation sociale » : « ...Les manufactures entassent dans les villes une population immense d'ouvriers dépourvus des vertus qu'inspire la goût de la culture de la propriété champêtre. » Au rêve faustien de la maîtrise technologique de la nature, du progrès ascendant, le traditionaliste oppose le cycle de la nature, la sagesse de la « terre qui ne ment pas » (Pétain).



Syama

Manifestant anti-nucléaire.

Le filon barrésien

Les catholiques progressistes, en raison de certains schèmes de leur pensée, ont favorisé le chassé-croisé droite-gauche des idées décentralisatrices et écologistes. Leur sensibilité « retour à la terre », « amour de la nature », formée dans les mouvements de scouts et de routiers incorpore profondément une des images fondamentales de leur fonds de culture traditionaliste : l'opposition entre la bonne nature et la mauvaise culture, entre la ville, le citadin déchristianisé et la foi des campagnes et du paysan. Déjà dans les années trente, les théoriciens d'« Esprit », les partisans de la « révolution nécessaire », du retour à « l'homme réel » souhaitent revivifier les vieux thèmes antijacobins et anti-industriels. Quarante ans plus tard, ces non-conformistes de droite que sont Bertrand de Jouvenel ou Denis de Rougemont font figure de prophètes d'une gauche anti-productiviste et fédéraliste. Peut-on encore rappeler que le thème de la décentralisation constitue une idée-force commune à la pensée de la droite éclairée (Tocqueville) et à celle de la droite révolutionnaire ?

Si le mouvement écologiste contemporain s'est d'abord développé aux Etats-Unis, on ne s'étonnera pas que ses boutures prennent bien dans notre pays où avait été conçue, il y a deux cents ans, la doctrine physiocratique. En France, où le sens commun attribue encore davantage de valeur à la vie campagnarde, une majorité de Français pourrait tomber d'accord avec cette pensée que l'écrivain royaliste Jean de La Varende professait à une époque où l'on célébrait déjà le retour à la terre : « Quelque habileté qu'il développe, l'ouvrier ne fera jamais que transformer le vital ; la terre, elle, rend plus au paysan qu'il n'y a mis. »

De nos jours, la philosophie des mouvements écologistes apparaît caractérisée par son attachement au pluralisme décentralisateur, ainsi qu'aux notions de territoire (espace) et d'héritage (temps). Le filon barrésien de l'enracinement réapparaît aujourd'hui à la surface, tel un anticlinal, avec la revendication du vouloir « vivre au pays ». De même les obsessions de l'anti-productivisme moderne renouent avec un certain malthusianisme du passé : épuisement des ressources, dégradation des équilibres naturels, explosion démographique des nouveaux damnés de la Terre, les peuples du tiers monde.

La redécouverte d'un *socialisme français* (Fourier, Proudhon, Pelloutier...) justifie en théorie la tentative de greffe sur le corpus idéologique de la gauche d'aspirations qui furent longtemps et majoritairement des thèmes propres à la droite. On remarque également la fascination qu'exerce chez nombre de nos contemporains, marxistes ou chrétiens en rupture d'Eglise, la personnalité de Félicité de Lamennais, l'inventeur de la démocratie chrétienne. Pour lui, comme pour les anciens adeptes de la *Cause du Peuple*, le prolétariat s'identifie au genre humain tout entier. Lamennais annonce le féodalo-gauchisme d'un Jean-Edern Hallier ou d'un Clavel.

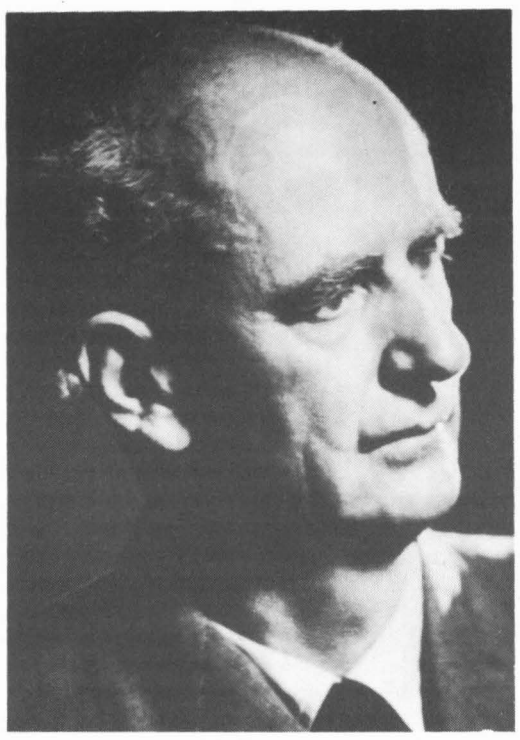
Lamennais, Tocqueville, Joseph de Maistre à la barre ! La confusion idéologique actuelle d'une certaine gauche résulte d'abord d'une crise d'identité. Les clivages droite/gauche, les symboliques héritées du passé sautent les uns après les autres. Un propos d'André Gorz (Michel Bosquet) tiré de son livre « Ecologie et Liberté » illustre cette redistribution des cartes par problèmes de société interposés : « En l'absence de tout autre choix mieux vaudrait encore un capitalisme non nucléaire qu'un socialisme nucléaire. »

Aujourd'hui la gauche ne peut plus se contenter de se poser en s'opposant sous peine de se contredire elle-même : la droite est à nouveau dans la gauche. ●

Musique : la voix des maîtres

Effet de mode, de la crise et du goût pour les valeurs éternelles, le public mélomane se tourne de plus en plus vers les "vieilles cires"

PAR CLAUDE GLAYMAN



Wilhelm Furtwängler.



Arturo Toscanini. *Keystone*

L'EDITION d'un roman de Balzac ou de Flaubert, quelle qu'elle soit, repose sur un texte intangible. Varieront la présentation et l'appareillage de notes, et bien sûr le prix. Avec un livre traduit d'une langue étrangère tout repose sur la qualité de la traduction. Médiation capitale qui restitue ou non la fidélité du texte depuis sa langue originale. Dans le cas de la musique l'interprétation devient le phénomène vivant et vital sans lequel il n'y a pas d'appréhension de la partition du compositeur, sauf pour ceux qui lisent les partitions, et, malgré la progression de l'enseignement musical, ils restent peu nombreux.

78 tours de papa

La multiplication du disque a paradoxalement banalisé et sublimé l'interprétation. Superficiellement l'auditeur pourrait avoir l'impression que rien ne ressemble tant à une version d'une œuvre qu'une version différente de la même œuvre. Ce qui est tout bonnement une erreur grave se trouve renforcé par la succession des interprétations provenant de solistes vivants. Un démenti nous est fourni cependant par la comparaison avec les versions provenant de disques anciens, gravés à une période beaucoup plus modeste en matière d'enregistrements et selon des techniques souvent précaires.

Les disques d'hier et d'avant hier nous ont souvent conservé le jeu et les conceptions de quelques maîtres exceptionnels. Quand le disque se multiplie, d'une certaine manière le soliste se banalise, même si la sélection demeure rigoureuse ; quand le disque est rare, le soliste est également rare, unique. Or pendant des années, la technique aidant par ses progrès renouvelés, le public n'avait d'oreille semble-t-il que pour le dernier artiste consacré et pour le dernier disque. Aujourd'hui, effet d'une certaine saturation, de la mode rétro, de la crise économique, du goût pour des valeurs éternelles, le public se tourne plus volontiers du côté des grands interprètes disparus mais dont les souvenirs sonores, heureusement, n'ont pas disparu. Dans ce retour aux « vieilles cires », aux repiquages de 78 tours de « papa et grand-papa », la radio a joué un rôle incitateur non négligeable. Une émission comme la « Tribune des critiques de disques » a popularisé le recours aux disques de référence. Plus systématiquement les différentes séries de Georges Zeizel consacrées à Wilhelm Furtwängler, à Arturo Toscanini, plus récemment au violoniste Adolf Busch ont exalté des musiciens hors pair sans que l'on éprouve de la gêne pour des pressages techniquement discutables.

Un climat unique

La reprise d'enregistrements anciens se répand dans le disque. C'est ainsi que trois firmes viennent de publier des séries systématiques de repiquages dont l'intérêt et la beauté sont véritablement exemplaires, E.m.i./V.s.m. crée la collection « Références » avec une dizaine de titres exceptionnels. Un repiquage de la « Deuxième Symphonie » de Beethoven par Furtwängler à la tête de la Philharmonique de Vienne. Ce document semble nous parvenir du fonds des temps, il était jusqu'ici l'éternel maillon manquant dans l'intégrale « furtwänglerienne » des symphonies de Beethoven. Absence comblée au prix sans doute d'une qualité d'audition insuffisante mais qui nous restitue le climat unique du plus grand chef de tous les temps. Comme si la pensée du compositeur s'était quelque part emparée de l'interprète.

De Beethoven voici aussi redonné le « Concerto pour violon » avec le sublime duo Yehudi Menuhin et Wilhelm Furtwängler. Dans la même collection on découvre un admirable « Requiem » de Gabriel Fauré dirigé par Nadia Boulanger, récemment disparue et dont on connaissait plus le rôle dans l'enseignement de la musique que dans l'interprétation. Et que dire du « Concerto en sol majeur » de Ravel avec Marguerite Long au clavier et Maurice Ravel lui-même au pupitre. E.m.i./V.s.m. publie également un coffret d'œuvres de Manuel de Falla où le compositeur tient la partie de piano. Malgré la distance dans le temps la présence de cette musique est exceptionnelle comme si elle nous prouvait là plus qu'ailleurs son authenticité et sa spontanéité.

De son côté R.c.a. nous comble doublement. Tout d'abord avec deux disques de Wanda Landowska donnant le premier livre du « Clavecin bien tempéré » de Bach. Les sonorités, les nuances, les équilibres entre grave et aigu, le toucher sont absolument superbes. On vérifie que W. Landowska, dont on célèbre le 100e anniversaire de la naissance, aura bien été la plus grande claveciniste. La comparaison avec n'importe quel artiste vivant est éloquente. Le second joyau de R.c.a. c'est le maestro Arturo Toscanini qui nous l'octroie dans un exceptionnel coffret de musique française et un second album reprenant des œuvres rares de Luigi Cherubini. Toscanini avait aux Etats-Unis forgé pour lui le N.B.C. Symphony Orchestra ; on en mesure la qualité. Quant à la rigueur légendaire du chef, on comprend son sens profond si l'on suit la notion de continuité et de progression (pas de plus fantastique « Apprenti Sorcier » que celui de Toscanini).

De Roger Désormière, chef français disparu en 1963 mais écarté des salles de concert par la maladie dès 1952, on savait qu'il avait signé le meilleur « Pelléas et Mélisande » avec Irène Joachim. Mais on n'avait guère d'enregistrement à se mettre sous l'oreille. Voici que la maison « Supraphon », guidée ici par un critique averti, Jean Hamon, exhume un ensemble d'œuvres de musique française données par Désormière à la tête de l'Orchestre philharmonique tchèque. Il faudrait en dire la grandeur et la couleur, la beauté et la vie.

Oserons-nous ajouter que notre gratitude s'avère d'autant plus grande devant ces ré surrections que les disques en question sont moins chers que ceux de la production courante ? C'est ainsi que la série « Références » est affichée à 36 F l'exemplaire, mais à 30 F prix F.n.a.c. A titre d'exemple la petite maison Solstice propose un bon et récent « Requiem » de Fauré au prix de 60 F à 62 F, le coffret Désormière de deux disques est proposé à 70 F, alors que le disque Barenboïm consacré à « la Mer » est en vente de 60 à 62 F. Cependant que l'on ne nous fasse pas dire qu'il n'existe rien d'autre que ces maîtres dont la voix nous est si chère. Les jeunes musiciens doivent jouer et affronter les comparaisons de la perfection. Il ne s'agit pas de crier haro sur la nouveauté. Mais nous disons, n'oubliez pas le passé, n'oubliez pas qu'avant la vedette, qui aujourd'hui grimpe au firmament, la musique a connu d'autres vedettes d'un autre genre et qui ont nom Edwin Fischer (piano), Pablo Casals (violoncelle), Sir Thomas Beecham (chef), Dinu Lipatti et Clara Haskill (piano), Jashia Hexfetz (violon), Charles Munch (chef), Walter Gieseking et Alfred Cortot (piano), etc. Leurs disques ne sont pas en exergue mais ils sont dans nos cœurs et nul n'a le droit de les ignorer.

TEMOIGNAGE CHRETIEN

L'hebdomadaire qui fait ses choix pour vous aider à faire les vôtres



Lecteurs de l'unité

profitez de notre offre exceptionnelle pour découvrir TC 3 mois de lecture pour seulement 40 F

Renvoyez ce bon avec votre paiement à « TC » - 49, rue du Fbg Poissonnière - 75009 Paris CCP 5023 99 Paris

NOM ..... Prénom .....

N° ..... RUE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

S'abonne à TC pour 3 mois et pour 40 F

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

A LA S.A.C.E.M. !

Les gens de la S.a.c.e.m., au printemps dernier, nous avaient fait savoir qu'ils n'avaient pas apprécié notre enquête dans « Les coulisses du show-business » (voir nos numéros 330, 331 et 332). Gérard Calvi, ci-devant musicien des Branquignoles, avait même poussé le manque d'humour jusqu'à nous reprocher la publication d'un dessin de l'ami Barrigue intitulé « La S.a.c.e.m. habite au 21 ». Qu'avait-il pensé, auparavant, de « A l'Assacem ! », titre du « Canard enchaîné » ? Selon Calvi et ses amis, la S.a.c.e.m. serait une société parfaitement transparente...

Notre consœur Christiane Champenois est allée visiter cette maison de verre pour le compte du « Monde de la musique ». Elle a d'abord été reçue courtoisement. Puis elle s'est mise à poser des questions : « Où vont les dix millions (de francs) recueillis dans les discothèques, en l'absence d'ayants droit français ? A qui profite les soixante-dix millions provenant des taxes sur les juke-boxes ? Les agents de la S.a.c.e.m. ont-ils vraiment la possibilité de contrôler tous les titres de variétés sur cinquante mille points de diffusion ? (...) Quels rapports la S.a.c.e.m. entretient-elle avec ses consœurs allemandes ou américaines ?, etc. » « C'est alors, raconte-t-elle, que l'atmosphère s'est gâtée. M. Doucet, directeur des comptes, m'a raccroché au nez après m'avoir prévenue que j'étais « sortie du cadre des informations qui pouvaient m'être communiquées ». Fini la S.a.c.e.m. à cœur ouvert ! En entrant dans un bureau, elle entendra : « Ne vous inquiétez pas, je ne donnerai que des renseignements officiels. » On ne lui a, en effet, pas expliqué pourquoi, sur quarante-trois mille adhérents, seuls mille cinq cents ont le droit à la parole. On ne lui a rien dit du patrimoine immobilier de la S.a.c.e.m. Ni de ses placements à l'E.d.f., à la B.n.p., à la Société générale, au Crédit Lyonnais, aux banques Dreyfus et Worms.

Nous posons la question : qu'avez-vous donc à cacher, messieurs de la S.a.c.e.m., que vos quarante-trois mille adhérents ne doivent pas savoir ?

TINTIN AU MUSEE

Tintin a inspiré de nombreuses thèses. Les albums d'Hergé ont été traduits en dix-neuf langues et, pour certains, adaptés à l'écran. Un jour, de Gaulle a avoué à Malraux : « Mon seul rival international, c'est Tintin. » Et voici maintenant que Tintin entre au musée : le Centre culturel de la communauté française de Belgique (127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e) présente « le Musée imaginaire de Tintin », jusqu'au 4 janvier prochain.

Pas tellement imaginaire ! Puisque cette exposition rassemble des objets réels qu'Hergé avait scrupuleusement reproduits au fil de ses histoires : un camion Chevrolet 1947, une tenue d'homme-léopard (« Tintin au Congo »), une tête de Bouddha, une statuette de Shiva (« les Cigares du Pharaon »), un fétiche Arumbaya (« l'Oreille cassée »), une momie péruvienne Parakas (« les Sept Boules de cristal »), etc. Heureusement, pour rêver, il nous reste encore les traces du Yéti et les jurons du capitaine Haddock : ils ne relèvent pas encore de l'histoire de l'art.

CINEMA ETOUFFE

En France, un film est facilement escamotable : il suffit de ne le distribuer dans aucune salle. Plus précisément : il suffit que les trois grands de la distribution (Gaumont, U.g.c. et Parafrance) le refusent dans leurs circuits. Au mieux, les bobines ainsi rejetées pourront être projetées de temps à autre dans quelques circuits parallèles ou d'« art et essai ». Au pire, on ne les verra jamais nulle part. Partant de ce constat, la Fnac et « les Nouvelles littéraires » ont décidé d'organiser un Festival du film étouffé. Il a lieu à Paris, à la Fnac-Rennes, jusqu'au 13 décembre.

Une quinzaine de films échapperont ainsi à la plus hypocrite des censures. Ils sont signés par Claude Maurin, Pascal Deligne, Arthur Mac Caig, Serge Paradjanov, Jacques Baratier, Robert Enrico, etc. Pas obligatoirement des inconnus !

ARRABAL AU FRANÇAIS

Tout finit par arriver : Fernando Arrabal va être joué par la Comédie-Française. Du 13 décembre 1979 au 13 janvier 1980, l'Odéon présente une coréalisation de la Comédie-Française et du Théâtre national de l'Odéon : « la Tour de Babel » d'Arrabal, dans une mise en scène de Jorge Lavelli. Principaux interprètes : Jean-Paul Roussillon, Michel Aumont, Denise Gence, Geneviève Casile. De la Comédie-Française, évidemment.

Le Français a joué le jeu en faisant appel à Lavelli : il est « le » spécialiste ; c'est la septième pièce d'Arrabal qu'il monte. Et, cette fois encore, c'est une création mondiale. Quand on pense qu'il y a dix ans à peine les œuvres d'Arrabal étaient créées dans des petites salles de cinquante fauteuils, quatre-vingts au plus...

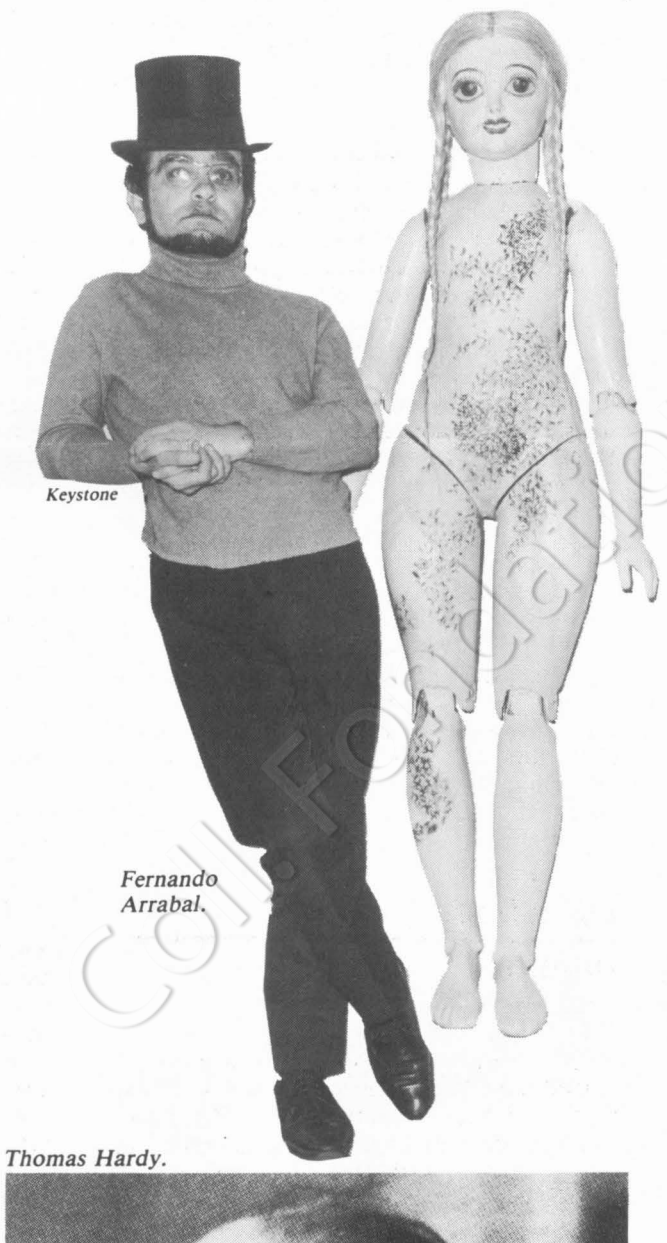
APARTHEID

« Le plus profond et peut-être l'unique credo que je puisse avoir en tant qu'écrivain est de rendre témoignage de la peine et de la souffrance de l'autre. » L'homme qui a écrit ces lignes est l'écrivain et metteur en scène Athol Fugard. Signe particulier, qui donne un poids terrible à ses mots : il est Sud-Africain. Une pièce de cet auteur a été jouée en France en 1939, au Théâtre de l'Est parisien, par la Troupe des Quatre Chemins : « Inculpation pour violation de la loi sur l'immoralité ».

Récidive : la Troupe des Quatre Chemins présente depuis le 5 décembre, au Théâtre Essaïon-Valverde (6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4e), une autre pièce d'Athol Fugard : « l'Ile-Prison ». Chaque représentation est complétée par un montage réalisé par Jeanne Redard et Catherine de Seynes : « Apartheid ». De sorte que les choses sont claires : ce théâtre-là est partisan.

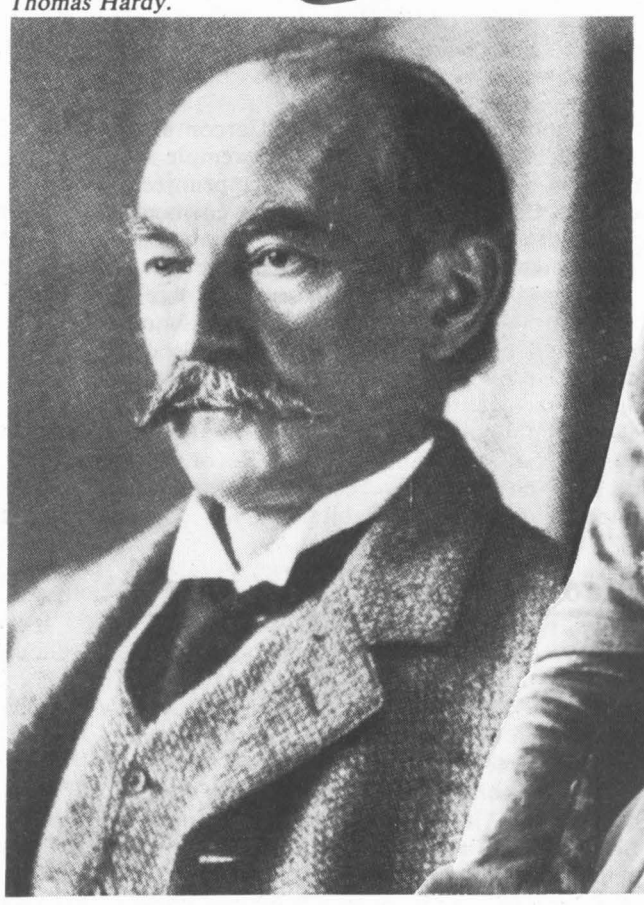
MUSIQUE SACREE

Le Festival d'art sacré de Paris durera jusqu'au 22 décembre. Sa deuxième édition est particulièrement riche. A l'affiche : « Messe Salve Regina » et « Psaumes 148 » de Jean Langlais, à Notre-Dame de Paris, les 8 et 9 décembre. « Psaumes d'automne » de Marie-Noël, avec Elisabeth Wiener et Emmanuelle Riva, en l'Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, le 10. « Le Messie » de Haendel, en l'Eglise Saint-Germain-des-Prés, le 11. Charpentier, Stravinsky et Honegger, à Saint-Louis-des-Invalides, le 13. Bach, Dupré, Messiaen, Tournemire et Janacek, à Saint-Germain-des-Prés, le 14. « Musiques maçonniques » de Mozart, à la Salle Gaveau, le 15. Verdi à Notre-Dame, le 16. « Chant grégorien et polyphonies primitives » à Saint-Séverin, le 18. Et « la Création » de Haydn, par l'Orchestre philharmonique de Lille, aux Invalides, le 22.



Keystone

Fernando Arrabal.



Thomas Hardy.



Nastassia Kinski.

Sygma

RIRES

Rufus revient sur scène. Alex Métayer aussi. Retour aux sources pour le premier : il repasse à la Vieille-Grille (1, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris 5e), où il fit ses débuts en 1968, du 12 au 22 décembre, à 22 h 30. Consécration pour le second : il investit le Théâtre de la Ville, du 11 au 29 décembre, à 18 h 30.

Rufus présente un nouveau spectacle, dont le texte vient de paraître chez Robert Laffont : « Rufus a un petit vélo, faites passer. » Et, pour la première fois, il chante ! On ne raconte pas Rufus, on l'écoute. Et si l'on est surpris par ses hésitations, par ses mots imprévisibles, par ses silences, par ses faux gags, si l'on rit parfois un peu à contre-temps, on finit toujours par s'y retrouver, par s'y reconnaître. Parce que, comme le dit Folon : « Rufus, c'est nous ».

Rufus nous fait rire de nos folies. Alex Métayer déclenche nos fous rires. Il est grinçant, grotesque, ironique, émouvant. A la manière de la Comedia dell'arte. Il nous donne à voir la tragicomédie du quotidien. Il nous fait rire du pire : la maladie, l'incommunicabilité, l'imbécilité, le désespoir, les illusions. Sur un ton badin, il nous fait réfléchir sur les sujets les plus graves. Au Théâtre de la Ville, il arrive avec six nouveaux sketches qui ne figurent pas encore sur ses disques (Philips 9101 079 et 9102 249). Alex Metayer, c'est la version française de Vittorio Gassman.

SERIES

Il en est des collections d'ouvrages comme des maisons d'édition : celles qui meurent méritaient sans doute mieux ; celles qui naissent n'auront peut-être pas le temps de tenir toutes leurs promesses ; celles qui durent sont rares.

Quelques cas de longévité. La série « Récits et contes populaires », chez Gallimard, vient de publier ses vingt-et-unième et vingt-deuxième volumes consacrés à la Gascogne et à la Catalogne. On ne peut déjà plus dénombrer les ouvrages de la collection « Champs », chez Flammarion, qui livre son dernier-né : « Etats généraux de la philosophie. » Après « Surcouf », « Rocamble », « les Deux Orphelines » et quelques autres, les « Classiques populaires » des éditions Garnier font paraître un Eugène Sue peu connu, « Atar-gull », dont « le Monde » avait fait son dernier feuilleton estival. Chez Edition Centre Delta on peut lire « Japon » et « Guatemala », les deux derniers ouvrages d'une collection, « les Grands Voyages », qui en compte déjà vingt-cinq.

Deux séries récentes semblent bien se porter. « Musique », chez Stock, où viennent de sortir « Don Juan mythe littéraire et musical » par Jean Massin, « l'Année de la musique » par Marc Kajanef « la Musique des troubadours » de Jean Beck et « Anthologie des interprètes » de Claude Nanquette. « La Découverte », chez François Maspero, où « Voyage d'un naturaliste » de Charles Darwin succède aux récits de Christophe Colomb, Hernan Cortès et Flora Tristan.

Du nouveau. « Bibliothèque anglaise », chez Hachette-Littérature, vient de nous rendre un roman et des nouvelles de Thomas Hardy (1) : « la Bien-Aimée » et « les Petites Ironies de la vie » ; elle nous promet des œuvres de Christopher Isherwood, Flann O'Brien, Eva Figes, etc. Les Nouvelles éditions Oswald lancent « le Miroir obscur », une collection de polars ouverte par deux succès des années 50 : « l'Ange déchu » de Howard Fast et « la Centrale d'énergie » de John Buchan.

Enfin, la plus brève (mais pas la moins importante) des séries : une édition en quatre volumes, chez Marabout, de « la Philosophie » de François Chatelet.

(1) Thomas Hardy est l'auteur de « Tess d'Uberville » (Plon et le Livre de poche) qui a inspiré son dernier film à Roman Polanski.

Coll. Folon Jean-Paul

Cinéma : Mozart a bien du génie

Le "Don Giovanni" de Mozart demeure plus beau, plus fort, plus terrifiant, plus sublime que jamais. Celui de Losey n'existe pas

PAR SERGE RICHARD

QU'IL serait tentant de dire à propos de deux grands cinéastes dont on admire l'œuvre : Joseph Losey et Roman Polanski sont venus, ils ont vu, ils ont vaincu. Vaincu l'un des plus antiques problèmes que les artistes aient eu à résoudre : l'adaptation de l'œuvre d'autrui. Vendredi dernier à « Apostrophes », deux créateurs fort dissemblables — Maurice Béjart et Stockhausen — semblaient tomber d'accord au moins sur ce point : il n'y a jamais véritable « traduction » d'une œuvre d'art dans une autre forme d'art.



Raimondo Ruggieri dans le rôle-titre.



Mozart au clavecin.

Tout au plus une transposition. On ajouterait volontiers, au vu du « Don Giovanni » de Losey venant après le « Tess » de Polanski : une transposition où, hélas ! on compte plus d'échecs que de réussites parfaites. Et si perfection il n'y a pas, alors à quoi bon ?

Bombardement sonore

Dans le cas de « Don Giovanni - le film » — comme dit naïvement la publicité... mais si, la publicité peut être parfois naïve ! — l'effort est pourtant méritoire : donner à l'opéra, art élitaire, cet immense public populaire qu'il ne peut toucher, surtout dans les scandaleuses conditions auxquelles il est réduit en France (voir le dernier rapport de la Cour des comptes). De ce point de vue, le « filmopéra » de Losey marque bien une date en inaugurant un traitement différent du parti pris théâtral choisi par Bergman (« la Flûte enchantée ») et, bien sûr, de la mise en images qu'utilise un Pierre Jourdan en toute platitude (malgré cette belle idée d'utiliser les images du « Napoléon » de Gance sur l'ouverture de « Fidelio »). Parfait. Mais ensuite ?

Ensuite, on se dit que Mozart a bien du génie, et Palladio aussi : quel décorateur de cinéma pourrait rivaliser avec l'architecte du « théâtre-ville » de Vincence et de la villa Rotonda, qui révèlent à l'écran de troublantes correspondances entre les mystères palladiens et ceux de certaines formes utilisées par le musicien ? Quant au génie de Mozart, impossible de ne pas y succomber dès ce fantastique accord qui clôt le générique sur l'image ancienne d'une tête de mort. Non qu'on ne puisse trouver à redire à cette fixité de la musique constamment au « premier plan », harmoniquement déséquilibrée, à ce bombardement sonore organisé par Lorin Maazel et les ingénieurs du son, à divers défauts d'ordre musical qui ne relèvent pas de cette rubrique-ci. Mais admettons que le double objectif, donner de « Don Giovanni » une version esthétiquement indiscutable toute à la gloire de Mozart, et séduire suffisamment le public des salles obscures pour l'attirer vers l'opéra, cela en gros, est atteint (1).

Pour la créativité cinématographique, c'est une autre paire de manches. Parce qu'enfin on vient aussi, en entrant dans la salle, voir un film du magistral auteur de « Temps sans pitié », de « The Servant » — au fait, c'est une des « reprises » actuelles à Paris — et du « Messager » ou de « Cérémonie secrète ». Or, si l'on admet que le petit dernier de Losey ne peut se ramener à quelques superbes mouvements de caméra ni à la photographie (vénitienne et superbe) de l'opérateur Gerry Fisher, cet art autonome qui s'appelle le cinéma paraît avoir beaucoup déserté le plateau de « Don Giovanni - le film ».

Certes, l'intelligence domine l'utilisation par Losey des espaces musicaux et topographiques, mais curieusement le film fait ressentir, dans le temps général de l'œuvre, des étirements que ni la scène ni le disque ne révèlent jamais. Sauf quand on a la maîtrise totale du matériau, comme dans la comédie musicale — et encore vaut-il mieux s'appeler Minelli ou Donen — on ne peut toujours harmoniser à la perfection pour l'écran la durée, l'espace et cette troisième dimension, la musique.

Au moins les partis pris esthétiques de Losey existent-ils. Mais on cherche avec désespoir ses partis pris interprétatifs et Dieu sait qu'il n'y a pas qu'une lecture unique de « Don Giovanni » !

Au générique, on croit pourtant tenir notre homme — le Losey du « Garçon aux cheveux verts », de « Pour l'exemple », etc. — avec son épigraphe empruntée, comme l'avait naguère fait Chevènement pour l'un de ses livres, à Gramsci : « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans cet interrègne surgit une grande diversité de symtômes morbides. » Las ! Une fois passé l'épisode du « Viva la liberta » et celui des paysans armés par Masetto — inclus là par Mozart et surtout par son librettiste Da Ponte comme par prémonition de la Révolution de 1789 en France —, cette piste « politique » se perd dans les sables.

Incongru valet noir

Et toutes les autres interprétations aussi. Un « Don Giovanni » ni politique, ni sexuel, ni métaphysique, même s'il devrait être vraisemblablement tout cela. Où donc, par exemple, la trouble dualité Don Juan - Leporello, qu'aurait pu si bien traiter le peintre des rapports sadomasochistes et homosexuels (latents) entre maître et valet (« The Servant »)? A moins que Losey ne l'ait transférée sur cet incongru petit valet noir, qui n'est pas loin d'être aussi ridicule que les incarnations du « Destin » dans les mauvais films de Carné...

Jusqu'au personnage même du héros de Mozart, que le cinéaste décrit en « dur » terrifiant jusqu'à l'absurde, méprisant jusqu'à l'excès : on pourrait rêver conception plus fine du libertin libertaire, du grand seigneur mécréant et amoral, du transgresseur acharné de la Loi et de l'Ordre — quitte à ce que cette quête de liberté absolue prenne, chez lui comme chez ses homologues de Sade, les aspects les plus négatifs.

Là encore, il fallait choisir ; là non plus, Losey n'a pas choisi. On n'est peut-être pas très loin, ici, de la démarche d'un Polanski ne « faisant pas vraiment » le film qu'il a fait semblant de tourner avec « Tess » : du livre cruel et sulfureux de Thomas Hardy, tout est gommé, mis à plat, distancié par l'esthétique ; façon pour Polanski, bien que fasciné par le sujet, de ne pas plonger trop profond dans une tragédie pleine de sang qui ressemble tellement à celle qu'il a vécue. De même, Losey face à Don Juan a probablement été effrayé par tout ce qu'implique ce grand ange noir, anxieux de ramener dans le cadre rassurant du « beau » exploré et répertorié de l'esthétique cinématographique les vertiges porteurs d'épouvante de « Don Giovanni ».

Le résultat, en tout cas, est là : le « Don Giovanni » de Mozart demeure plus beau, plus fort, plus terrifiant, plus sublime que jamais ; le « Don Giovanni » de Losey n'existe pas.

(1) Voir le numéro spécial (novembre-décembre) de « l'Avant-Scène », contenant notamment l'intégrale (en italien et en français) de la partition.